



novembre 2013

les évolutions économiques dans la Loire en 2012

Sommaire

> page 2

1. L'économie ligérienne en 2012, en bref	3
1.1. Les entreprises	3
1.2. Les emplois	3
2. Panoramas national, régional et départemental des établissements en 2012 : démographie, évolutions et activités	4
2.1. Panorama 2012 des établissements : démographie et activités	4
2.2. Les créations d'entreprises : panoramas national, régional et départemental	8
2.3. Les activités des entreprises ligériennes à l'international : une balance commerciale à nouveau excédentaire en 2012	10
3. L'emploi salarié privé : panoramas national, régional et départemental en 2012	13
3.1. France : un recul de l'emploi dans tous les secteurs	13
3.2. Rhône-Alpes : un recul de l'emploi dans l'industrie et la construction	14
3.3. Loire : l'emploi salarié privé en légère baisse	14
3.4. Arrondissements ligériens : un recul de l'emploi observable dans tous les arrondissements	20
4. Les tendances de l'économie ligérienne en 2013	26
4.1. Le climat des affaires dans la Loire en 2013	26
4.2. Les créations d'entreprises dans la Loire en 2013	27
4.3. Les activités des entreprises ligériennes à l'international en 2013	27
4.4. Les besoins en main d'œuvre pour 2013 dans la Loire	28

1. L'économie ligérienne en 2012, en bref

1.1. Les entreprises

• Le nombre total d'établissements dans la Loire continue de baisser

Le nombre d'établissements ligériens continue de diminuer en 2012 (-2,1%).

Le secteur tertiaire enregistre un recul de ses établissements tout comme l'industrie dont le chiffre d'affaires est freiné cette année (+1,0% contre +7,1% en 2011).

Seul le secteur de la construction enregistre une légère croissance de ses établissements et de son chiffre d'affaires (+1,8%).

Les entreprises artisanales dans la Loire enregistrent également une certaine dynamique (8,1%), boostées par la croissance du nombre des auto-entrepreneurs. En 2012, le département de la Loire recense 13 319 entreprises artisanales, la majorité dans le secteur du bâtiment (41%).

• Un nombre de créations d'entreprises en diminution depuis deux ans

Avec 5 200 entreprises créées dans la Loire, dont 2 900 sous le statut d'auto-entrepreneurs, 2012 constitue la deuxième année consécutive de régression du nombre de créations d'entreprises. Avec un taux de créations* de 13,9%, la Loire est le seul département rhônalpin à connaître une évolution négative du nombre de créations d'entreprises (-7,5% sur un an contre +1% en région).

En dehors de l'industrie en forte croissance (+13,7%), le département connaît un recul dans tous les secteurs d'activités, dont celui des services qui concentre encore 60% des créations.

• L'activité des entreprises ligériennes à l'internationale : une balance commerciale excédentaire en 2012

Succédant à une année 2011 déficitaire, la balance commerciale de la Loire retrouve un solde excédentaire en 2012 avec un taux de couverture (exportations/importations) de 110,8. Les entreprises ligériennes ont exporté en 2012 des marchandises pour un montant de 3,6 milliards d'euros, soit une hausse de +9,2% par rapport à 2011, alors que les importations enregistrent un recul annuel de -3,2% pour une valeur totale de 3,3 milliards d'euros.

1.2. Les emplois

Le département recense 191 500 salariés en 2012. Après deux années successives de hausse de l'emploi salarié privé (+1,1% en 2010 et +0,7% en 2011), la Loire enregistre une baisse de -0,9% (soit 1 700 emplois) contre -0,1% en région et -0,5% en France.

Ce repli de l'emploi est observable dans tous les arrondissements mais de façon différenciée : recul de l'emploi industriel dans les arrondissements de Roanne et Saint-Etienne en grande partie expliqué par le textile-habillement-cuir ; baisse de l'emploi dans la construction sur le territoire de Montbrison.

Globalement, seuls les services hors intérim poursuivent sur leur lancée (+0,4%, soit 320 emplois créés) et confirment le processus de tertiarisation de l'économie, bien que le nombre d'établissements et de créations d'entreprises diminue dans ce secteur. Pour les autres secteurs, la structure de l'emploi en 2012 demeure identique à celle de 2011 : les services hors intérim représentent 46,0% des emplois salariés, l'industrie 25,2%, le secteur du commerce 16%, la construction 9,1%.

L'intérim représente, quant à lui, 3,7% de l'emploi salarié privé total, que ce soit dans le département ou dans la région. En baisse de 11,6%, il explique 54,9% de la perte d'emplois globale du territoire ligérien en 2012. Il reflète la dégradation du climat des affaires marquée par une baisse de l'activité des entreprises.

2. Panoramas national, régional et départemental des établissements en 2012 : démographie, évolutions et activités

2.1. Panorama 2012 des établissements : démographie et activités

Note méthodologique :

Les chiffres présentés sont issus de l'enquête annuelle réalisée par la Banque de France au début de l'année 2013 auprès d'un échantillon représentatif d'établissements ligériens et rhônalpins (échantillon Loire : 300 ; échantillon Rhône-Alpes : 3 000), et du Bordereau Récapitulatif des Cotisations (BRC) de l'URSSAF qui concerne les établissements employeurs du régime général exerçant leur activité en France dans le secteur concurrentiel qui comprend tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, la santé non marchande et l'emploi par les ménages de salariés à domicile.

2.1.1. France : légère diminution du nombre d'établissements dans tous les secteurs

Après deux années de hausse consécutive, 2012 est marquée par une légère baisse du nombre d'établissements : -0,9% soit une perte de 14 570 établissements.

Dans le secteur industriel, le nombre d'établissements ne cesse de chuter. En 2012, le secteur compte 2 380 établissements en moins (-1,6%). Ce recul du nombre d'établissements industriels est principalement le fait des défaillances d'établissements de moins de 10 salariés, qui enregistrent une perte de 1 630 établissements, soit 68,5% des défaillances enregistrées en 2012.

Le secteur de la construction perd 4 350 établissements en 2012, alors qu'il en avait gagné 560 en 2011. Seuls les établissements de 50 à 99 salariés connaissent une faible hausse (gain d'une dizaine d'établissements).

Après trois années de hausse consécutive, le nombre d'établissements dans le secteur tertiaire diminue de 7 840 établissements en 2012. Seul l'intérim tire son épingle du jeu avec un gain de 350 établissements.

2.1.2. Rhône-Alpes : stabilisation des établissements dans les services

Suivant les évolutions nationales, le nombre d'établissements en Rhône-Alpes enregistre une légère baisse (-0,4%). Fin 2012, la région compte 181 900 établissements, contre 182 580 en 2011 soit une perte de 680 établissements. En décembre 2012, les défaillances d'établissements dans la région, c'est-à-dire lorsqu'un établissement est en état de cessation de paiements, et n'est plus en mesure de faire face à son passif exigible avec son actif disponible, ont augmenté de 6,5%.

Le secteur de la construction connaît la plus grande perte en nombre soit 280 établissements. Seuls les établissements de 20 à 50 salariés enregistrent une augmentation de leur nombre d'une trentaine d'établissements. Malgré une diminution du nombre d'établissements dans la construction, les chiffres d'affaires augmentent de 3,0% en 2012 ; ce qui signifie que le nombre d'établissements diminue, mais pas la taille du marché. L'activité des établissements, qui ont connu une situation de défaillance en 2012, s'est reportée sur les établissements restants, qui ont mécaniquement vu leur chiffre d'affaire augmenter.

Dans l'industrie, tous les établissements sont concernés par une hausse des défaillances, surtout les très petits établissements (TPE) qui totalisent 79,0% des pertes, soit 200 établissements. Infirmant les prévisions de 2011, les chiffres d'affaires dans l'industrie en Rhône-Alpes n'ont pas progressé en 2012

(-0,3%). Le recul du chiffre d'affaires industriel est tiré par une baisse dans la production de matériels de transports (-3,7%), la production de caoutchouc-plastique (-2,4%), le textile-habillement (-1,6%), la métallurgie-mécanique (-1,4%).

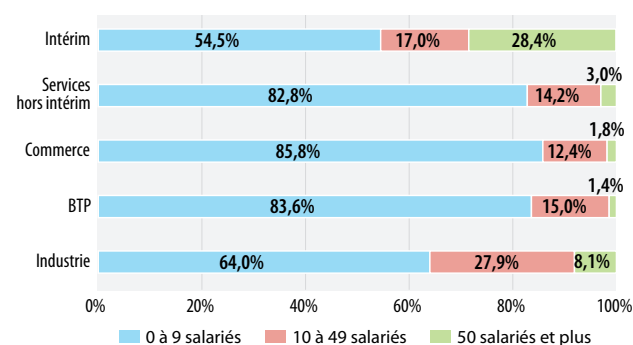
Dans le secteur du commerce, le recul du nombre d'établissements est également à imputer aux TPE (170 établissements perdus) tandis que les autres classes progressent peu (+ 30 établissements).

Seuls les services connaissent une stabilité du nombre de leurs établissements. Cette tendance s'explique par la présence significative de petites et moyennes entreprises (PME) dans ce secteur qui enregistre encore une fois une progression du nombre de ses établissements. Pourtant, le chiffre d'affaires des services aux entreprises diminue de 2,9% en 2012, notamment en raison de fortes baisses dans l'intérim, qui connaît un recul de son chiffre d'affaires de -7,9%. Les hausses de chiffres d'affaires enregistrées dans les transports routiers de fret (+1,2%), dans les activités informatiques (+4,3%) et dans les activités d'ingénierie et d'études techniques (+7,8%), n'ont pas inversé la tendance.

2.1.3. Loire : un léger recul du nombre d'établissements en 2012, sauf dans le secteur de la construction

En 2012, la Loire compte 19 600 établissements, dont 2 600 établissements industriels (13,3% des établissements ligériens), 2 700 établissements dans le secteur du BTP (13,8%), 4 370 établissements dans le commerce (22,3%) et 9 760 établissements de services hors intérim (49,7%). D'autre part, plus de 80% des établissements sont des TPE, et seulement 9,7% des établissements emploient entre 10 et 19 salariés, et 1,2% plus de 100 salariés (soit 241 établissements de plus de 100 salariés).

Répartition des établissements ligériens selon leurs effectifs et leur secteur d'activité, en 2012



Source : URSSAF, traitement ELO

Ce sont plutôt les secteurs du commerce (85,8%), du BTP (83,6%), et des services hors intérim (82,8%) qui comptent le plus d'établissements de moins de 10 salariés. La Loire inventorie moins d'établissements industriels de moins de 10 salariés (64,0%) que d'établissements de commerce de moins de 10 salariés. En revanche, l'industrie ligérienne compte plus d'établissements de taille moyenne (de 10 à 49 salariés) que les autres secteurs. Quant à l'intérim, plus du quart des établissements de ce secteur dans la Loire emploie 50 salariés ou plus. C'est le secteur du BTP qui en compte le moins (1,4% de ses établissements).

En 2012, le département perd 240 établissements contre seulement 70 en 2011. Le nombre total d'établissements dans la Loire continue de baisser à un rythme plus élevé qu'en 2011 (-1,2%), la moyenne ligérienne est supérieure aux moyennes nationale et régionale. Cette année, les défaillances d'établissements ont augmenté de 8% dans le département. Depuis début 2011, les défaillances d'établissements sont en constante hausse. Marqués par quatre années de crise, les établissements encore en activité sont bien souvent fragiles. Cette dégradation se conjugue avec la diminution des créations d'établissements enregistrées en 2012. Les défaillances d'établissements sont entretenues par la diminution de la visibilité qu'ont les établissements de leurs carnets de commandes. Seul secteur à afficher une évolution positive, la construction compte une dizaine d'établissements de plus en 2012. L'évolution des chiffres d'affaires connaît cependant un ralentissement : +1,8% contre +3,0% l'année dernière. Le secteur de l'industrie enregistre un recul du nombre de ses établissements, presque toutes les tranches d'effectifs sont concernées. En 2012, une diminution de 80 établissements est constatée affectant particulièrement les TPE qui représentent 92,0% des pertes. L'évolution des chiffres d'affaires est freiné en 2012 (1,0% contre 7,1% en 2011),

une légère amélioration est attendue en 2013. Le secteur tertiaire connaît lui aussi une baisse du nombre d'établissements et ce pour la deuxième année consécutive. En 2012, le secteur a perdu 170 établissements, des TPE pour la plupart. Les établissements dans l'intérim sont en hausse pour la troisième année consécutive (une quinzaine d'établissements).

2-1-4- Les entreprises artisanales dans la Loire : une certaine dynamique liée à la croissance du nombre des auto-entrepreneurs

Note méthodologique :

Les chiffres présentés sont issus du répertoire des métiers de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Loire. Sont immatriculées au répertoire des métiers, les personnes physiques et les personnes morales (sociétés) qui exercent à titre principal ou secondaire une activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de service relevant de l'artisanat, et qui, au moment de l'immatriculation, n'emploient pas plus de dix salariés.

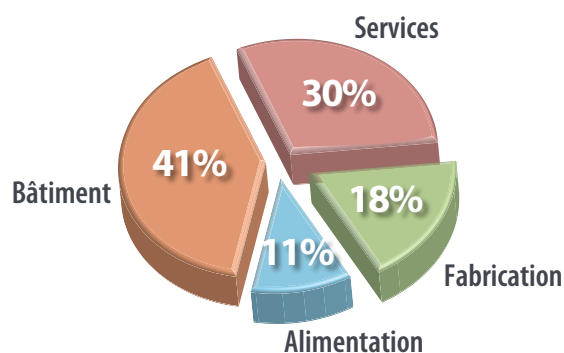
En 2012, le département de la Loire recense 13 320 entreprises artisanales sur les 119 830 de la région. La Loire représente 11,1% des entreprises artisanales rhônalpines, pour une année de plus, elle se positionne au 4^e rang régional.

Le bâtiment reste le secteur le plus représenté dans l'artisanat, suivi des services. A l'échelle régionale, la représentation est quasiment similaire.

La densité moyenne d'entreprises est de 17,5 pour 1 000 habitants dans le département. La Loire se place ainsi en 8^e position derrière les autres départements de la région Rhône-Alpes. Ce chiffre est légèrement inférieur à la moyenne régionale qui affiche une densité moyenne d'entreprises de 18,9‰.

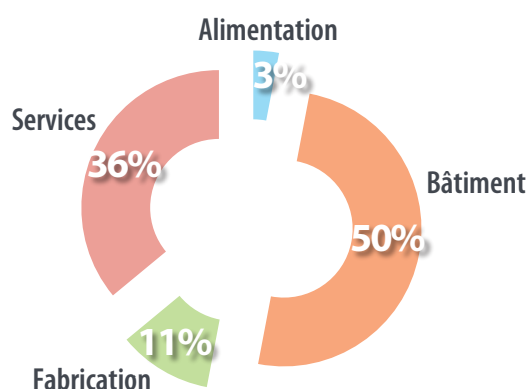
En 2012, l'ensemble des départements rhônalpins enregistre un accroissement du nombre d'entreprises artisanales, avec un taux de croissance régional de 6,8%. Sur la Loire, la tendance est également à la hausse, même si cette augmentation résulte en partie du nombre d'auto-entrepreneurs (AE) qui augmente de manière exponentielle. Au total, hors AE, le taux de croissance des entreprises artisanales enregistré est de seulement 4,2% contre 8,1% en les incluant. Le nombre d'AE inscrits au répertoire des métiers est de 1 103 en 2012. C'est dans le secteur du bâtiment qu'ils sont les plus représentés (50,0%). Le secteur de l'alimentaire ligérien compte, en revanche, très peu d'AE (3,0%).

Répartition des activités artisanales par secteur d'activité (en %)



Source : CRMA, traitement CMA Loire

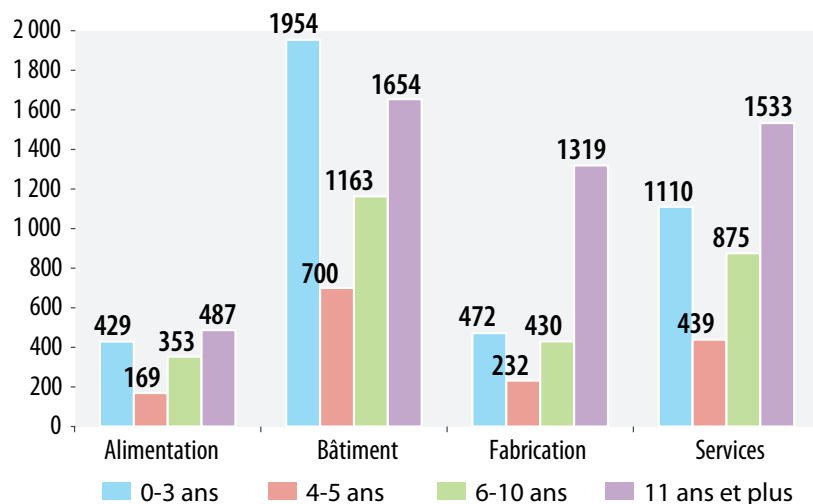
Répartition des autoentrepreneurs par secteur d'activité dans la Loire (en %)



Source : CRMA, traitement CMA Loire

D'une manière générale, les entreprises du secteur artisanal sont pérennes. En effet, pratiquement 60% des entreprises ont plus de 5 ans d'ancienneté. Ce constat de pérennité est, encore une fois, plus marqué dans le secteur de la fabrication dont 71,3% des entreprises ont plus de 5 ans. A contrario, 35,7% des entreprises du secteur du bâtiment enregistrent une ancienneté de 0 à 3 ans, alors qu'elles sont 19,0% dans le secteur de la fabrication, 29,8% dans l'alimentaire et 19,2% dans les services.

Répartition des entreprises artisanales selon leur ancienneté



Source : CRMA, traitement CMA Loire

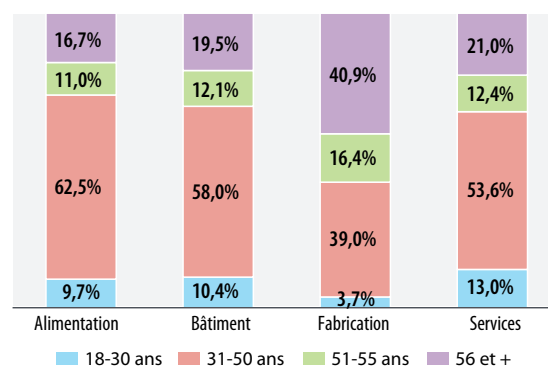
Zoom sur les chefs d'entreprises artisanales dans la Loire

En 2012, l'âge moyen du chef d'entreprise artisanale est de 47 ans, contre une moyenne de 45,5 ans en 2011, et de 43 ans en 2010. L'artisanat du département connaît ainsi un certain vieillissement des chefs d'entreprises.

Ce constat est encore plus marqué dans le secteur de la fabrication où l'âge moyen est de 52 ans. Secteur qui compte une faible proportion de très jeunes chefs d'entreprises (3,6% pour la tranche d'âge de 18 à 30 ans).

C'est donc un des secteurs où la question du renouvellement des dirigeants pourrait se poser dans les années à venir.

Répartition des chefs d'entreprises artisanales par âge du dirigeant



Source : CRMA, traitement CMA Loire

D'une manière générale, les chefs d'entreprises artisanales dans la Loire sont plutôt des hommes. Le nombre de femmes chefs d'entreprises quand à lui est stable : 18,5% en 2012, 18,0% en 2011. Comme les années précédentes les femmes sont surtout présentes dans le secteur des services (42,0%), et très faiblement représentées dans le secteur du bâtiment (3,6%).

2.2. Les créations d'entreprises : panoramas national, régional et départemental

Note méthodologique :

Les chiffres présentés sont issus du fichier des créations d'entreprises de l'Insee, constitué à partir des informations du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene), et couvrent l'intégralité du département de la Loire.

Pour la seconde année consécutive, le nombre de créations d'entreprises régresse dans le département de la Loire. Avec 5 194 entreprises créées en 2012 (5 615 en 2011), le département de la Loire est le seul département de Rhône-Alpes à connaître une évolution négative. Cette baisse de -7,5% va à contresens de la croissance rhônalpine (+1,0% soit 56 922 créations) et de la stabilité constatée en France (+0,04% soit 550 000 créations).

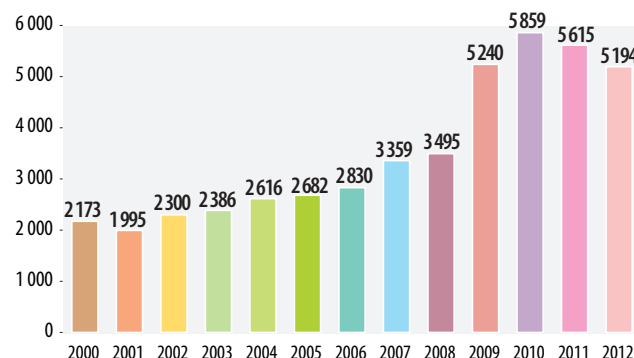
Après neuf années consécutives d'augmentation, 2011 et 2012 marquent une rupture dans la dynamique de création d'entreprises sur le territoire ligérien. Les créations d'entreprises individuelles et de sociétés sont en baisse dans la Loire (respectivement -6,0% et -5,0%), alors qu'au niveau régional le nombre d'entreprises individuelles s'accroît de +3,0%, et le nombre de sociétés diminue de -4,0%. Malgré cette diminution, le nombre d'entreprises créées en 2012 dans la Loire est 2,25 fois plus élevé que le nombre d'entreprises créées en 2002. Même si le nombre de créations diminue, depuis 2009, ce sont plus de 5 000 entreprises qui sont créées chaque année dans la Loire.

En 2012, le taux de créations* d'entreprises dans la Loire s'établit à 13,9%, à un niveau inférieur aux moyennes régionale et nationale (15,3%), et bien en deçà de ceux relevés les années précédentes (15,2% en 2011 et 16,7% en 2010).

Les taux de créations les plus élevés s'observent respectivement dans le Rhône (17,1%) l'Isère (16,0%), et l'Ain (15,6%), alors que l'on enregistre le taux régional le plus faible en Savoie (12,8%). La Loire se place donc en sixième position pour l'année 2012 (cinquième place en 2011) dans le classement régional.

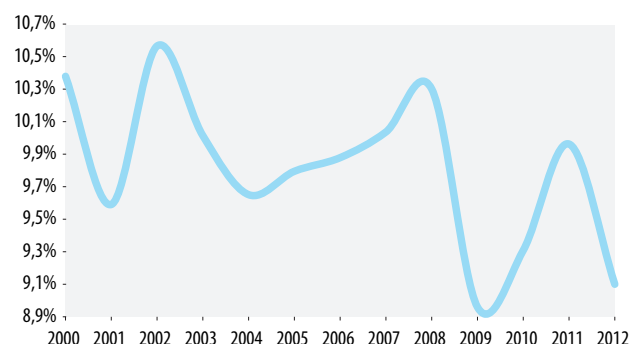
Les créations d'entreprises ligériennes représentent, en 2012, 9,1% des créations d'entreprises rhônalpines (contre 10% en 2011 et 9,3% en 2010). Après deux années à la hausse, la part de la Loire en Rhône-Alpes diminue de 0,9 points. Ce chiffre frôle la part la plus faible sur plus d'une décennie (9% en 2009).

Evolution du nombre de créations d'entreprises dans la Loire



Source : INSEE, traitement CCI / Saint-Etienne Montbrison

Part des créations d'entreprises ligériennes en Rhône-Alpes



Source : INSEE, traitement CCI / Saint-Etienne Montbrison

* Rapport du nombre des créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de cette même année.

Une part d'auto-entrepreneurs majoritaire et en augmentation

Parmi les 5 194 entreprises créées dans la Loire en 2012, 56% l'ont été sous le statut d'auto-entrepreneur, soit un total de 2 883 entreprises. Au niveau régional, elles représentent 54% des créations d'entreprises, soit 30 609 entreprises.

Cette part varie très légèrement en fonction des secteurs d'activité : dans l'industrie, 61% des créations sont réalisées en auto-entrepreneuriat alors que pour les secteurs du commerce et des services, la part est de 55%. Pour le secteur de la construction, la part de créations est de 54%. Hormis le secteur de l'industrie, la part des auto-entrepreneurs dans la création d'entreprises est en augmentation entre 2011 et 2012.

9,3% des auto-entrepreneurs de Rhône-Alpes se trouvent dans la Loire. Le nombre de créations est en augmentation par rapport à 2011 pour l'industrie (+10%), stable pour le commerce et les services et en baisse pour la construction (-9%). En Rhône-Alpes, l'ensemble des secteurs connaît une progression du nombre d'auto-entrepreneurs (+8% industrie, +13% construction, +1% commerce, +6% services).

L'industrie : unique secteur à connaître une évolution positive

La Loire connaît ainsi un recul du nombre de créations dans quasiment tous les secteurs d'activités. Seul le secteur de l'industrie enregistre une progression importante (+13,7%) alors qu'au niveau Rhône-Alpin celle-ci n'est que de 2,0%. Cette hausse des créations dans le secteur de l'industrie est en grande partie due à des créations hors régime auto-entrepreneurs (+21,0%).

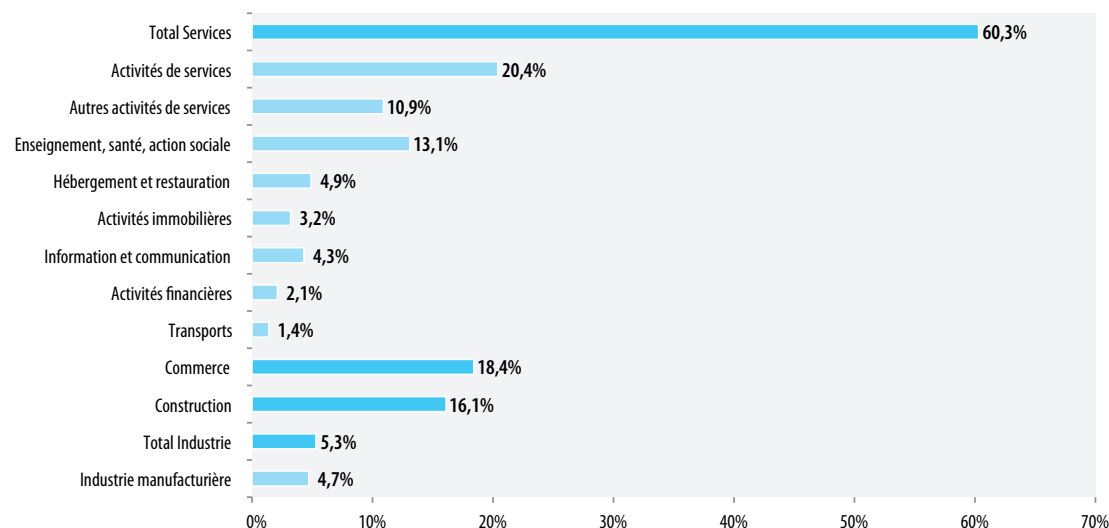
En Rhône-Alpes, seul le commerce connaît une régression (-5,7%). Les autres secteurs d'activité progressent légèrement (industrie : +2%, services : +2,2%, construction : +4,6%).

Le secteur de la construction connaît la baisse la plus importante du département (-12,8%) alors que pour la région celui-ci progresse de +4,6%. Il s'agit de la première année depuis 2000 pour laquelle le secteur connaît un recul du nombre de créations.

Le secteur du commerce voit également son nombre de créations diminuer (-10,4%). Après une très forte baisse entre 2010 et 2011 (-13,6%) cette année la régression est plus modérée. En Rhône-Alpes, il connaît un repli de -5,7%.

Le secteur des services présente un nombre de créations plus faible qu'en 2011 (-6,7% entre 2011 et 2012 contre -2% entre 2010 et 2011). Au niveau régional, le secteur enregistre +2,2% d'augmentation. Enfin, le secteur de l'industrie (-6% en 2011 +13,7% en 2012) est le seul à connaître un accroissement dans la Loire. Pour la région Rhône-Alpes, cette hausse est plus modérée avec seulement +2%.

Répartition, en 2012, des créations d'entreprises dans la Loire*



Source : INSEE, traitement CCI / Saint-Etienne Montbrison

* Une activité de service se caractérise essentiellement par la mise à disposition d'une capacité technique ou intellectuelle.

Les dynamiques sectorielles départementales tendent à se différencier de Rhône-Alpes

Dans le département, les parts de l'industrie (6,9%), de la construction (17,4%) et du commerce (21,3%) restent plus élevées qu'à l'échelle régionale (respectivement 5,3%, 16,1% et 18,4%). Seule la part des activités de services est plus importante en Rhône-Alpes qu'au niveau ligérien (60,3% contre 54,4%). Même si le nombre de créations d'entreprises industrielles reste faible par rapport aux autres secteurs d'activité, la Loire a su garder cette dynamique industrielle liée à son territoire.

Par ailleurs, la part des secteurs de l'industrie et des services progresse, tant au niveau départemental (respectivement +1,3 points et +0,4 points) qu'au niveau régional (+0,1 points ; +0,7 points). Les services restent toutefois sous représentés, bien que le nombre de créations, dans ce secteur, augmente chaque année.

Comme en 2011, la part du commerce tend, quant à elle, à se réduire (-0,7 points pour la Loire et -1,3 points en Rhône-Alpes).

Enfin, on peut noter une différence pour le secteur de la construction dont la part progresse au niveau régional (+0,6%) alors que celle-ci régresse dans la Loire (-1,1%).

2.3. Les activités des entreprises ligériennes à l'international : une balance commerciale à nouveau excédentaire en 2012

Note méthodologique :

Les chiffres présentés sont issus des données des Douanes collectées sur la base de déclarations d'échanges de biens (DEB) pour les échanges avec les 26 autres États membres et des déclarations en douane (DAU) pour les échanges avec les autres pays. Ils ne retracent que les échanges de marchandises et non de services.

2.3.1. Situation générale du commerce international dans la Loire en 2012

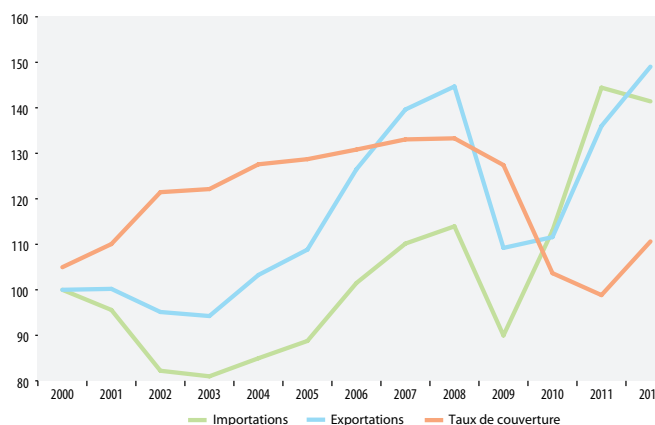
Succédant à une année 2011 déficitaire, la balance commerciale de la Loire retrouve un solde excédentaire en 2012, boostée par la progression des activités d'export et du fait d'un léger repli de l'import.

Les exportations ligériennes 2012 poursuivent leur solide progression (+9,2% par rapport à 2011). La valeur totale de biens échangés, plus de 3,6 milliards d'euros, constitue le montant le plus élevé observé depuis 2000 (3,5 milliards d'euros en 2008).

Dans le même temps, après une hausse de 44% entre 2009 et 2011, les importations enregistrent un recul annuel de -3,2% pour une valeur totale de 3,3 milliards d'euros.

Le taux de couverture 2012 de la Loire (exportations/importations) s'élève à 110,8 contre 98,8 en 2011 (133,3 en 2008 pour le taux maximal observé).

Evolution des échanges internationaux de la Loire entre 2000 et 2012 : indices base 100 en 2000 pour les exportations et importations, taux de couverture en %.



Source : Douanes 2012, traitement CCI Saint-Etienne / Montbrison.

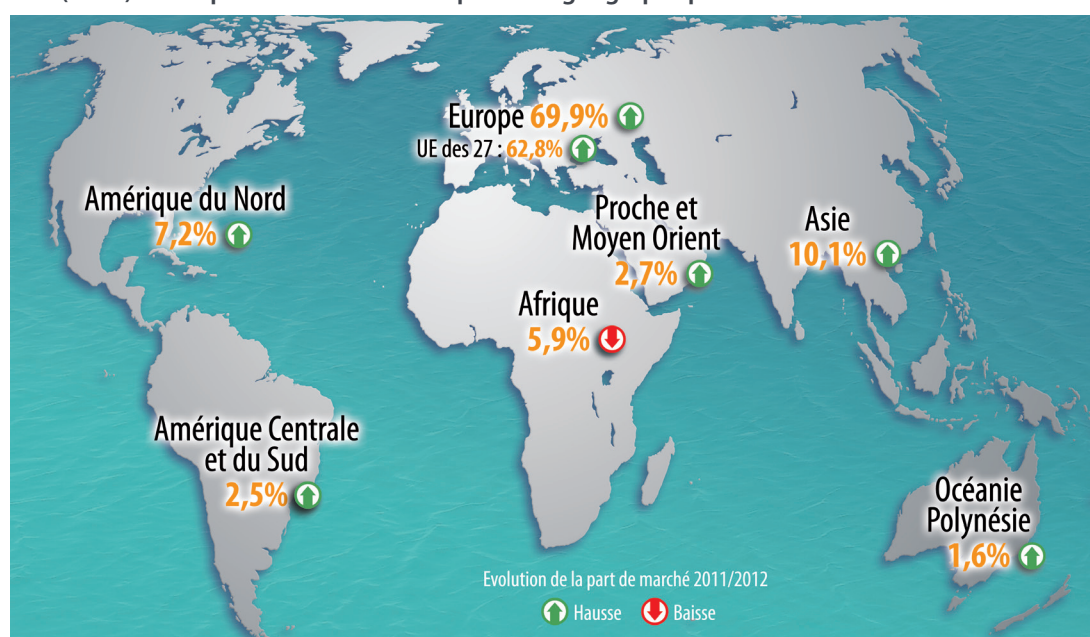
Le taux de couverture relevé pour l'ensemble de Rhône-Alpes (103,8) se renforce également (+3,1 points) avec une progression cependant moins marquée (+12 points pour la Loire).
En Rhône-Alpes, le bilan commercial 2012 s'est également sensiblement amélioré avec un développement restreint de l'export (+0,6%) pour un montant de 48,1 milliards d'euros et un retrait des importations de -3,9% sur un an (46,4 milliards d'euros).

La Loire représente aujourd'hui 7,7% des échanges internationaux effectués par les territoires de Rhône-Alpes (+0,4 points sur un an).

Toujours au 6^e rang des exportateurs régionaux, elle est devancée par la Drôme (7,9%), la Haute-Savoie (8,8%), l'Ain (16,0%), l'Isère (21,3%) et le Rhône (31,7%).

2.3.2. Les exportations

Part (en %) des exportations de la Loire par zone géographique



Source : Douanes 2012, traitement CCI Saint-Etienne / Montbrison.

En 2012, les entreprises ligériennes continuent d'exporter majoritairement leurs produits en Europe (2,6 milliards d'euros, +9,2% sur un an) ce dont profitent les pays membres de l'Union Européenne (+10% de croissance sur un an).

La part de marché du « vieux continent » connaît toutefois une légère baisse (69,9% en 2012 contre 70,1% en 2010),

L'Asie demeure la deuxième destination d'export des produits ligériens (371 millions d'euros, 10,1% de l'export), valeur en augmentation de +8,2% sur un an.

La part du marché asiatique est toutefois en léger retrait (-0,9 point par rapport à 2011).

L'Asie demeure le seul continent où les entreprises de la Loire exportent moins qu'elles n'importent (taux de couverture de 68,8% en 2012, 63,1% en 2011).

L'Amérique du Nord se présente comme le 3^e continent en terme de débouchés (263 millions d'euros, 7,2% du total grâce à une forte progression annuelle +22,0%). Elle se positionne désormais devant l'Afrique (5,9% des exportations pour 218 millions d'euros) dont la part de marché a diminué d'un point en 2012.

Notons par ailleurs que les plus fortes croissances à l'export sont en direction de l'Océanie et de l'Amérique centrale et du Sud (respectivement +126,1% et +36,9% par rapport à 2011).

Le tiercé des principaux pays clients des entreprises ligériennes reste composé, cette année encore, de l'Italie (16,0% des exportations) de l'Allemagne (12,0%) et de l'Espagne (6,8%).

Les pays européens, majoritaires parmi les 20 premiers clients de la Loire, sont confrontés à la concurrence accrue des pays en croissance. La Chine (8^e), la Russie (11^e), le Brésil (14^e) l'Afrique du Sud (21^e) ou l'Inde (23^e), s'apparentent à des destinations privilégiées de nos entreprises qui leur vendent plus de 325 millions d'euros de produits (8,9% des exportations de la Loire).

Concomitamment, le Maghreb réalise plus de 120 millions d'euros d'achats auprès de nos entreprises mais les tensions politiques, notamment en Tunisie, semblent avoir impacté fortement les échanges (-11,8% par rapport à 2011).

A noter enfin, que les 10 premiers pays clients des entreprises ligériennes concentrent près des deux tiers des exportations (63,8%).

Palmarès des 10 premiers pays clients de la Loire

Rang 2012	Pays	Valeur en millions d'euros	%
1	Italie	587	16,0%
2	Allemagne	439	12,0%
3	Espagne	248	6,8%
4	Belgique	231	6,3%
5	Etats-Unis	209	5,7%
6	Royaume-Uni	208	5,7%
7	Pays-Bas	122	3,3%
8	Chine	116	3,2%
9	Japon	88	2,4%
10	Suisse	84	2,3%

Source : Douanes 2012, traitement CCI de St-Etienne / Montbrison.

En 2012, les produits ligériens les plus exportés sont les produits chimiques, les équipements automobiles et les machines industrielles.

Les produits chimiques de bases, les produits azotés, les matières plastiques et le caoutchouc synthétique se sont vendus à hauteur de 437 millions d'euros grâce à une progression annuelle de 10,4%.

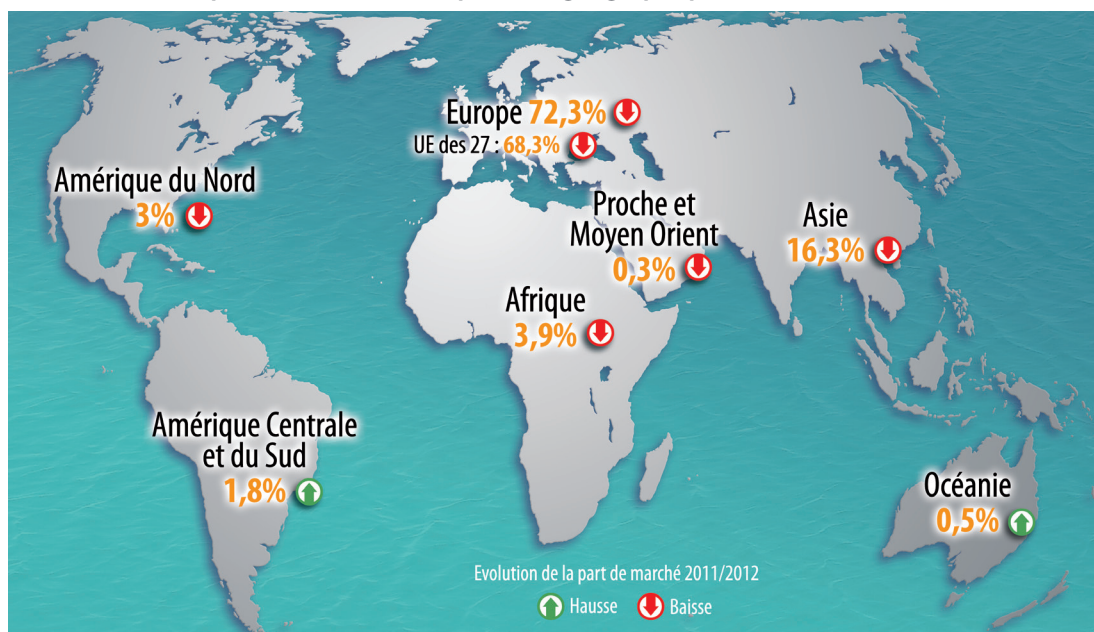
Les équipements pour l'automobile (404 millions d'euros ; -1,2%) et les machines d'usage général (301 millions d'euros ; +6,7%) possèdent un attrait constant auprès des clients étrangers. La coutellerie, l'outillage et la quincaillerie demeurent des produits appréciés (178 millions d'euros ; +5,2%) alors que les ventes de produits de la culture et de l'élevage connaissent la progression la plus importante sur un an (+50,5% pour 251 millions d'euros).

2.3.3. Les importations

2010 et 2011 ont été marquées par l'explosion des importations ligériennes, passant de 2,4 milliards d'euros en 2009 à 3,4 milliards en 2011.

2012 marque un arrêt dans cette tendance avec un recul de -3,2% pour un montant de 3,3 milliards d'euros.

Part (en %) des importations de la Loire par zone géographique



Source : Douanes 2012, traitement CCI Saint-Etienne / Montbrison.

L'Europe demeure le fournisseur prépondérant des entreprises de la Loire (2,4 milliards d'euros, 72,3% de l'import). Sa part de marché est similaire à celle de 2011 (-0,2 points) alors que le montant des achats est en léger recul (-2,4% sur un an).

Le continent asiatique constitue encore le second approvisionneur des entrepreneurs ligériens (539 millions d'euros ; 16,3% de l'import). Sa part de marché est stable (-0,2 point), tout comme le montant des importations (-0,9%) par rapport à 2011.

L'Afrique conserve la 3^e place du podium (128 millions d'euros) malgré une forte réduction des transactions -19,6% sur un an) notamment avec les représentants du Maghreb.

Depuis 10 ans, les trois principaux pays fournisseurs de la Loire sont l'Allemagne, l'Italie et la Chine. Ensemble, ils concentrent 43,1% (plus d'1,4 milliards d'euros) des acquisitions des entreprises du département (72,7%, -1,1 point pour le cumul des dix premiers fournisseurs).

L'Allemagne (16,7%, -0,4 points) conserve son rang de leader et devance l'Italie de plus de 2 points (15,5%, -0,2 point) alors que la Chine (10,8% pour 357 millions d'euros) gagne des parts de marchés (+0,5 point).

Les 20 premiers pays fournisseurs de la Loire proviennent, en majorité, du continent européen. Ils côtoient cependant les pays asiatiques incontournables tels la Chine, l'Inde (16^e), le Japon (17^e) ou Taiwan (24^e). Conjointement, ces pays représentent 14,2% (+0,6 point sur un an) des importations ligériennes (469 millions d'euros).

Palmarès des 10 premiers pays fournisseurs de la Loire

Rang 2012	Pays	Valeur en millions d'euros	%
1	Allemagne	554	16,7%
2	Italie	513	15,5%
3	Chine	357	10,8%
4	Espagne	303	9,2%
5	Belgique	215	6,5%
6	Pays-Bas	169	5,1%
7	Etats-Unis (EUAN)	83	2,5%
8	Tunisie	81	2,4%
9	Royaume-Uni	70	2,1%
10	Turquie	58	1,8%

Source : Douanes 2012, traitement CCI de St-Etienne / Montbrison.

Comme en 2011, les produits chimiques constituent les premiers produits importés par nos entreprises (11,1% pour 367 millions d'euros) avec une sensible diminution des achats (-1% sur un an). Les articles d'habillement (part de 9,9%) connaissent une baisse significative sur un an (-11,1% mais demeurent les seconds produits les plus importés à hauteur de 328 millions d'euros).

Les produits de la coutellerie, de l'outillage (5,9% de l'import pour une valeur de 194 millions d'euros) et de l'industrie textile (5,2% et 172 millions d'euros) enregistrent également un recul de leurs importations avec respectivement -12,9% et -9,1%.

Seuls les machines et équipements d'usage général sont davantage importés qu'en 2011 (+4,6% pour une valeur totale de 173 millions d'euros).

3. L'emploi salarié privé : panoramas national, régional et départemental en 2012

3.1. France : un recul de l'emploi dans tous les secteurs

Après une année 2011 marquée par une hausse de l'emploi (+0,7%), l'année 2012 voit cette tendance s'infléchir. Les effectifs salariés privés ont diminué de 0,5% en un an, soit une perte de 94 600 emplois.

Contrairement à 2011, l'emploi dans le secteur industriel a connu en 2012 une baisse : 28 400 postes perdus (-0,9%) contre 5 800 gagnés (+0,2%) l'année précédente. Cette diminution de l'activité peut paraître préoccupante après une année 2011 qui avait été marquée par un léger regain.

Les effectifs du secteur de la construction continuent de baisser et ce, à un rythme plus soutenu que l'année précédente. Une perte de 22 700 salariés (-1,5%) est constatée en 2012 contre 4 100 salariés (-0,3%) en 2011.

Contrairement à 2011, les effectifs du tertiaire sont en baisse. Une perte de 43 700 emplois est enregistrée en 2012, en raison notamment du secteur de l'intérim qui a été fortement touché. Alors que l'intérim était en hausse depuis trois années consécutives, il baisse de 11,7% en 2012 (soit une perte de 75 600 emplois).

3.2. Rhône-Alpes : un recul de l'emploi dans l'industrie et la construction

Alors que l'année 2011 avait confirmé l'amélioration de l'emploi salarié privé de 2010 avec une hausse de 1,1%, l'année 2012 affiche une très légère baisse des effectifs (-0,1%), soit une perte de 2 700 emplois. Fin 2012, la région compte ainsi un total de 1 865 600 salariés contre 1 868 300 en 2011.

Seul le secteur tertiaire voit ses effectifs se stabiliser (+0,1%), alors que dans la Loire et en France ce secteur diminue. La stabilisation des emplois tertiaires en Rhône-Alpes s'explique principalement par la chute significative du secteur de l'intérim (-12,1%) alors qu'il était en augmentation en 2011 (+0,3%).

Le secteur de l'industrie, qui était en hausse au niveau régional en 2011 (+0,6%), affiche une baisse en 2012 (-0,8%), soit une perte de 3 500 emplois. Il en est de même pour le secteur de la construction qui affichait une hausse de 0,5% en 2011 et qui présente une baisse de 0,7% en 2012 (soit une perte de 1 100 emplois).

L'évolution des emplois rhônalpins est très contrastée selon les départements. Ainsi, la Drôme, la Haute Savoie, la Savoie et le Rhône voient leurs effectifs salariés privés augmenter en 2012, alors que l'Ain, l'Ardèche, l'Isère et la Loire connaissent, au contraire, des pertes d'emplois.

Evolution de la répartition des salariés par secteur

	Loire	Rhône-Alpes	France
Industrie	-1,4%	-0,8%	-0,9%
Construction	-1,4%	-0,7%	-1,5%
Tertiaire	-0,6%	+0,2%	-0,3%

Source : URSSAF, traitement ADEL 42

3.3. Loire : l'emploi salarié privé en légère baisse

Après deux années successives de hausse de l'emploi salarié privé (+1,1% en 2010 et +0,7% en 2011), la Loire enregistre une baisse de 0,9% de ses effectifs salariés privés entre 2011 et 2012. Avec une perte de 1 700 emplois, le département recense 191 500 salariés en 2012, nombre assez éloigné du record de 2007 mais toutefois au-dessus de 2009 (moins de 190 000 emplois). Les tendances, régionale et nationale, sont également à la baisse de l'emploi salarié privé (respectivement -0,1% et -0,5%).

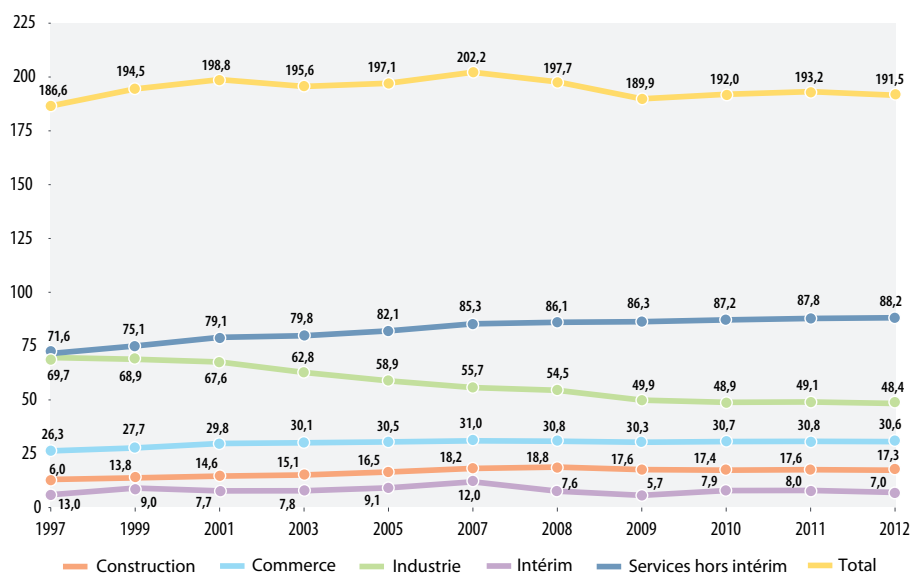
3.3.1. Tendances générales de l'emploi ligérien : seuls les services hors intérim poursuivent leur lancée

Après une reprise inédite en 2011 de 0,3%, le secteur industriel enregistre en 2012 une perte de 700 emplois, soit une baisse de 1,4%. Ce secteur représente plus de 40% des suppressions d'emplois en 2012.

L'intérim, après un rebond remarquable en 2010 (+39,3%) et une stagnation en 2011, est à l'origine en 2012 de la suppression de 900 emplois (-11,6%). Avec 7 000 emplois, l'année 2012 correspond donc à la deuxième année la moins prolifique de ces 15 dernières années, toutefois loin devant 2009.

Le commerce et la construction présentent également des baisses d'effectifs (respectivement 130 et 250 emplois perdus) dans une moindre mesure, le premier voyant son effectif salarié privé osciller entre 30 000 et 31 000 depuis 10 ans alors que le second retrouve un niveau semblable à 2010.

Evolution de l'emploi salarié privé dans la Loire de 1997 à 2012 (en milliers)



Source : URSSAF, traitement epures

Enfin, les services hors intérim poursuivent leur hausse continue de ces quinze dernières années (+0,4% soit 320 emplois créés) et sont donc le seul secteur qui semble épargné en 2012 ; ce qui contraste avec le recul du nombre d'établissements et du nombre de créations d'entreprises.

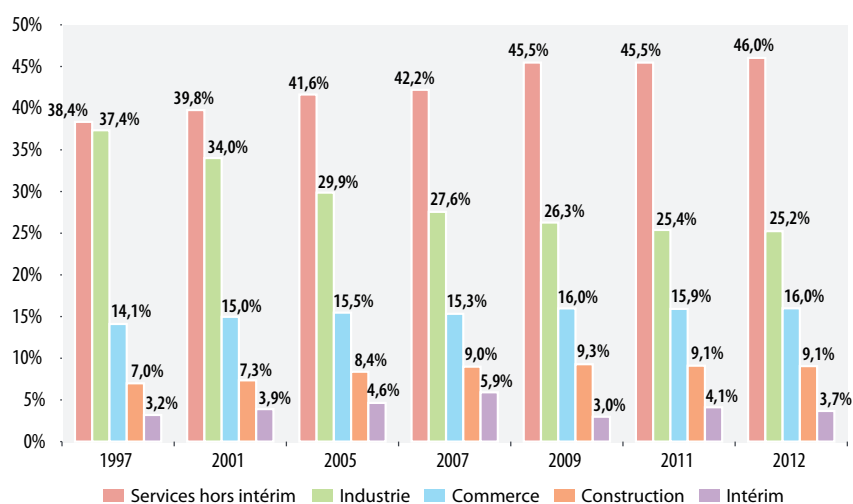
Evolution de l'emploi salarié entre 2011 et 2012

	2011	2012	Evolution absolue	Evolution relative
Commerce	30 760	30 630	-130	-0,4%
Construction	17 590	17 340	-250	-1,4%
Industrie	49 050	48 360	-690	-1,4%
Interim	7 950	7 030	-920	-11,6%
Services hors Interim	87 850	88 170	+320	+0,4%
Total	193 200	191 530	-1 670	-0,9%

Source : URSSAF, traitement epures

La structure de l'emploi en 2012 est quasiment identique à celle de 2011, confirmant le processus de tertiarisation de l'économie : les services hors intérim représentent 46,0% des emplois salariés privés, contre 38,4% en 1997. A l'inverse, l'industrie, qui comptabilisait 37,4% des emplois en 1997, n'en concentre plus que 25,2% en 2012.

Evolution du poids des secteurs d'activités dans l'emploi salarié privé dans la Loire



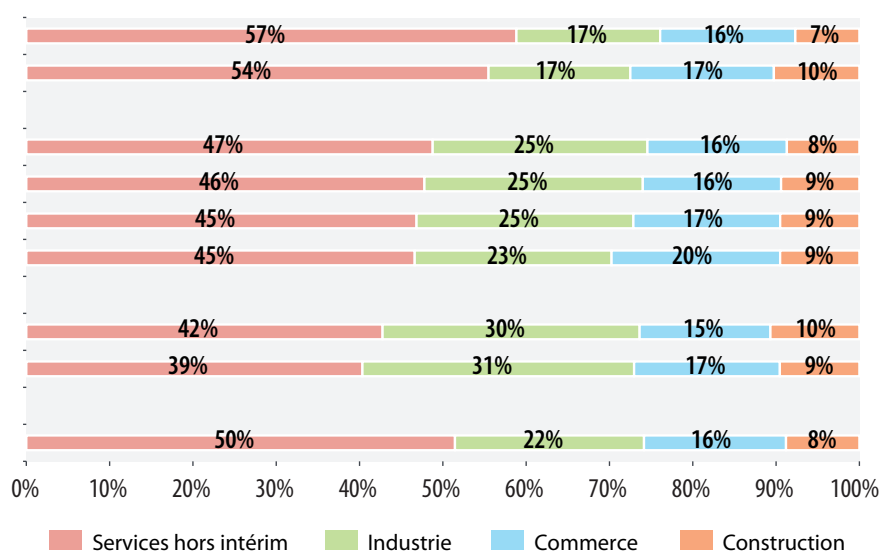
Source : URSSAF, traitement epures

Bien que l'industrie connaisse un déclin de ses activités, le secteur reste surreprésenté en 2012 au sein du département (25,2%) comparativement à Rhône-Alpes (21,9%), à l'inverse du secteur des services hors intérim (respectivement 46,0% et 49,6%).

Les parts de l'emploi ligérien dans les secteurs du commerce et de la construction restent stables dans la moyenne rhônalpine (respectivement 16,0% et 9,1%). L'intérim représente quant à lui 3,7% de l'emploi salarié privé total, que ce soit dans le département ou dans la région.

Alors que certains départements comme l'Ain et l'Ardèche affichent une industrie encore très présente (respectivement 31,2% et 30,1% d'emplois industriels) et que d'autres à l'image du Rhône et de la Savoie se caractérisent, à l'inverse, par une tertiarisation plus marquée (respectivement 56,6% et 53,8% de services hors intérim), la Loire se positionne dans une situation intermédiaire (25,2% d'emplois industriels et 46,0% d'emplois dédiés aux services hors intérim). De manière générale, tous les territoires analysés voient le poids de l'industrie fléchir au bénéfice des services hors intérim.

Positionnement de la Loire par rapport aux autres départements de Rhône-Alpes en 2012



Source : URSSAF, traitement epures

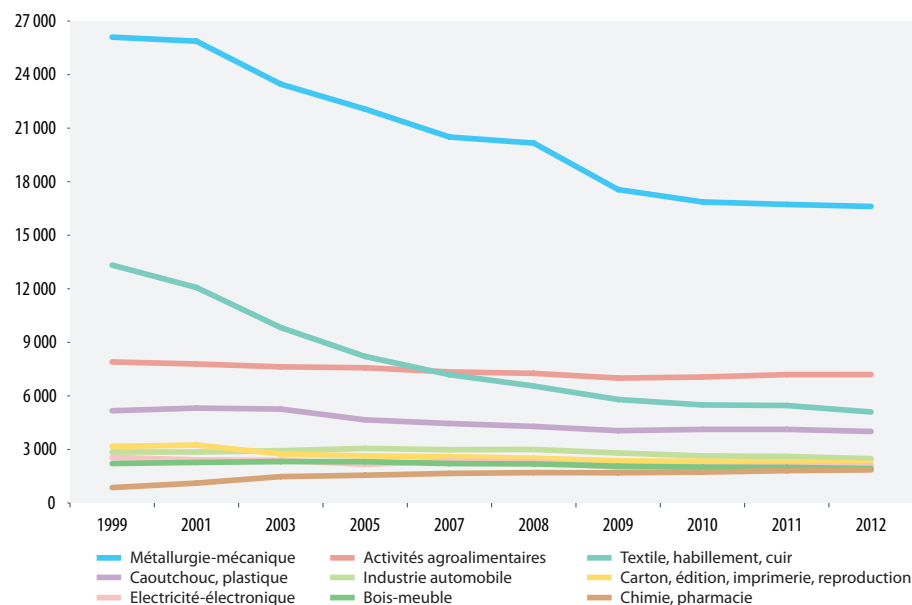
3.3.2. L'industrie : une baisse des emplois en 2012 en grande partie expliquée par le textile-habillement-cuir

Après une bonne année 2011 avec le gain de 130 emplois (faisant suite à de nombreuses années de décroissance), l'industrie ligérienne affiche de nouveau une baisse avec la perte de 700 emplois en 2012 (-1,4%). Les situations au sein de chaque secteur sont en revanche très hétérogènes, avec des évolutions allant de -7,8% à +10,5%.

La métallurgie-mécanique, qui reste le secteur industriel le plus pourvoyeur d'emplois dans le département de la Loire avec 16 600 emplois, poursuit son érosion. Ce secteur, qui a été à l'origine de la destruction de 9 000 emplois au cours des dix dernières années, affiche une baisse de 0,7% en 2012, soit une perte de 110 emplois, proche de celle de 2011.

D'autres secteurs comme le caoutchouc-plastique (-120 emplois, soit -2,8%), l'industrie automobile (-130 emplois, soit -4,8%) et plus particulièrement le textile-habillement-cuir sont en difficulté. Ce dernier perd 360 emplois en 2012 (-6,6%) et ne représente plus que 5 100 emplois dans la Loire, contre près de 10 000 en 2003.

Evolution de l'emploi salarié privé dans les 9 principaux secteurs industriels



Source : URSSAF, traitement epures

Le deuxième secteur industriel le plus pourvoyeur d'emplois dans la Loire, à savoir les activités agroalimentaires, présente quant à lui un niveau stable en 2012 par rapport à l'année précédente avec 7 200 emplois, signe encourageant après dix années de déclin entre 1999 et 2009.

D'autres secteurs, peu représentés dans la Loire au regard de leur nombre d'emplois, voient ce dernier augmenter de manière très significative. L'augmentation la plus importante est à mettre au crédit de l'environnement, avec la création de 90 emplois, soit une hausse de 7,3%. L'optique et la chimie-pharmacie, avec la création respective de 60 emplois (+10,5%) et 40 emplois (+2,4%) montrent également des signes positifs en 2012. A noter qu'il s'agit d'activités de haute technicité qui génèrent de l'innovation.

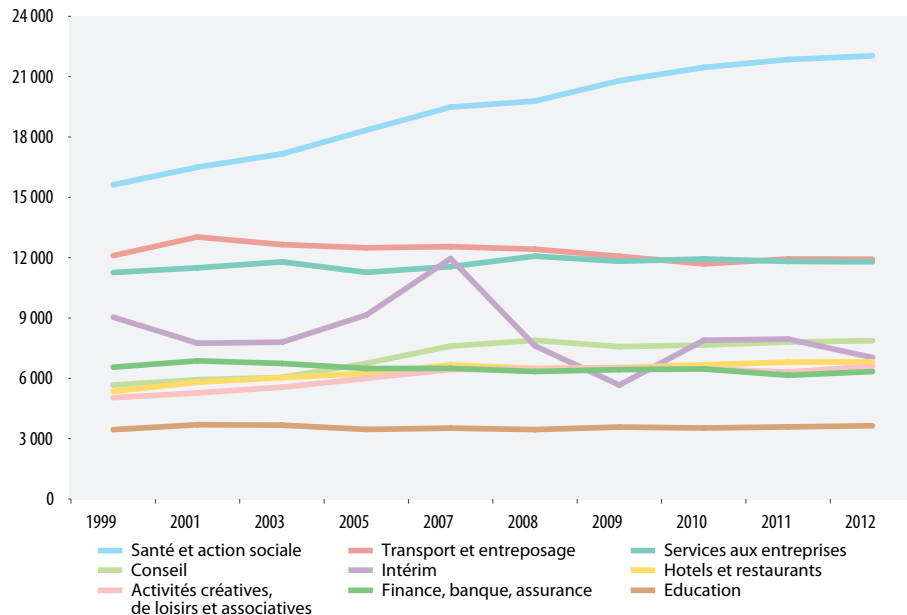
Evolution de l'emploi dans les secteurs industriels

	Nombre de salariés en 2011	Nombre de salariés en 2012	Evolution absolue 2011-2012	Evolution relative 2011-2012
Environnement	1 190	1 280	90	+7,3%
Optique	520	580	60	+10,5%
Chimie, pharmacie	1 810	1 850	40	+2,4%
Production et distribution d'énergie	1 730	1 750	20	+1,2%
Activités agroalimentaires	7 190	7 190	0	+0,0%
Electricité-électronique	2 080	2 070	-10	-0,5%
Autres industries manufacturières	1 100	1 080	-20	-1,6%
Industries extractives	220	200	-20	-7,8%
Bois-meuble	1 990	1 930	-60	-3,3%
Carton, édition, imprimerie, reproduction	2 300	2 220	-80	-3,5%
Métallurgie-mécanique	16 720	16 610	-110	-0,7%
Caoutchouc, plastique	4 130	4 010	-120	-2,8%
Industrie automobile	2 610	2 480	-130	-4,8%
Textile, habillement, cuir	5 460	5 100	-360	-6,6%
Total	49 050	48 350	-700	-1,4%

Source : URSSAF, traitement epures

3.3.3. Les services hors intérim : une progression constante des effectifs salariés depuis 15 ans

Evolution de l'emploi salarié privé dans les 9 principaux secteurs des services



Source : URSSAF, traitement epures

Après deux années successives de hausse en 2010 et 2011 (respectivement +4,4% et +0,5%), l'emploi salarié privé ligérien dans le secteur des services hors intérim poursuit sa croissance en 2012, avec une hausse de 0,4% de ses effectifs salariés privés, soit un gain de 320 emplois. Cette augmentation s'inscrit dans la lignée d'une progression constante depuis 15 ans. Toutefois, cette hausse est différente selon les secteurs.

La finance-banque-assurance enregistre une hausse de 190 emplois (+3,0%) après une année 2011 délicate, tout comme la santé-action sociale. Cette dernière, secteur des services le plus représenté dans la Loire avec 22 000 emplois (soit 25,0% de l'effectif total du secteur des services), poursuit sa progression continue depuis quinze ans, à un rythme toutefois moins soutenu (+400 emplois en 2011, +660 en 2010).

Les deux secteurs les plus importants derrière la santé-action sociale, c'est-à-dire le transport-entreposage (12,3% de l'emploi serviciel de la Loire) et les services aux entreprises (12,1%) avec près de 12 000 emplois chacun, affichent quant à eux des effectifs quasi stables, avec des pertes de 20 emplois chacun en 2012.

Avec une hausse de 280 emplois en 2012, les activités créatives, associatives et de loisirs enregistrent le gain d'emplois le plus important dans les services. Après deux années successives de baisse, cette hausse de 4,5% permet à ce secteur d'afficher son effectif le plus élevé au cours des 15 dernières années.

D'autres secteurs comme le conseil (7 870 emplois), l'éducation (3 650 emplois) ou les hôtels-restaurants (6 820 emplois) affichent des progressions en termes d'emplois (respectivement +70, +60 et +10).

La situation est en revanche plus délicate pour trois autres secteurs qui enregistrent une diminution de leur effectif salarié privé. Tout d'abord, les services aux personnes, qui avaient connu une progression quasi constante depuis quinze ans (si ce n'est l'année 2009), voient leur dynamique stopper en 2012, avec une perte de 100 emplois (-4,5%). L'administration publique perd 110 emplois en 2012, dans une dynamique de baisse peu soutenue mais régulière depuis 2003 (370 emplois perdus). Enfin le numérique affiche une baisse importante de 140 emplois (-3,8%) pour la première fois depuis 10 ans, avec un effectif de 3 550 emplois.

Evolution de l'emploi dans les secteurs des services

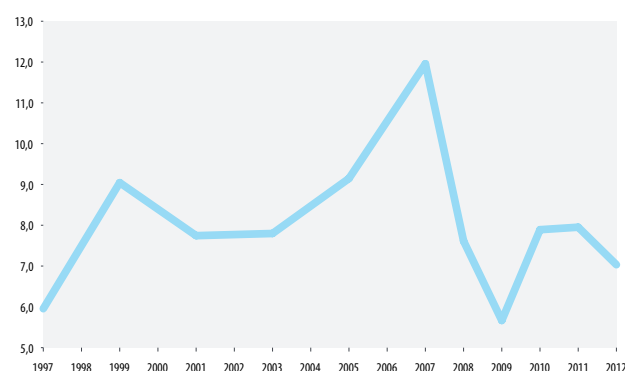
	Nombre de salariés en 2011	Nombre de salariés en 2012	Evolution absolue 2011-2012	Evolution relative 2011-2012
Activités créatives, de loisirs et associatives	6 310	6 590	280	+4,5%
Finance, banque, assurance	6 150	6 340	190	+3,0%
Santé et action sociale	21 870	22 050	180	+0,8%
Conseil	7 800	7 870	70	+0,8%
Education	3 590	3 650	60	+1,6%
Hôtels et restaurants	6 810	6 820	10	+0,2%
R&D	290	280	-10	-2,4%
Transport et entreposage	11 940	11 920	-20	-0,1%
Services aux entreprises	11 810	11 790	-20	-0,2%
Immobilier et agences de location	3 120	3 050	-70	-2,1%
Services aux personnes	2 270	2 170	-100	-4,5%
Administration publique	2 200	2 090	-110	-5,0%
Numérique	3 690	3 550	-140	-3,8%
Total	87 850	88 170	320	+0,4%

Source : URSSAF, traitement epures

3.3.4. L'intérim : un important recul de l'emploi, qui reflète un climat économique difficile

Le secteur de l'intérim enregistre de nombreuses fluctuations depuis une quinzaine d'années. Après un fort rebond en 2010 (+38,4%) et une légère progression l'année suivante (+1,6%), le secteur a de nouveau connu en 2012 une année difficile. En effet, l'intérim est à l'origine de la destruction de 920 emplois, soit une baisse de 11,6%, expliquant ainsi 54,9% de la perte d'emplois globale du territoire ligérien en 2012. En 2012, la Loire compte 7 030 intérimaires contre 7 950 en 2011.

Nombre d'emplois salariés privés dans le secteur de l'intérim



Source : URSSAF, traitement epures

Le recul de l'emploi dans le secteur de l'intérim reflète une baisse de l'activité

des entreprises. En 2012, les entreprises ont globalement connu une diminution des chiffres d'affaires, et notamment dans l'industrie et la construction, qui se répercute sur l'emploi intérimaire en premier lieu. Selon la Banque de France, les intérimaires pèsent environ 10,0% des effectifs totaux dans l'industrie et la construction. La dégradation du climat des affaires dans ces deux secteurs conduit donc à une diminution des emplois en intérim.

3.3.5. L'emploi artisanal en 2012 : une légère baisse des effectifs

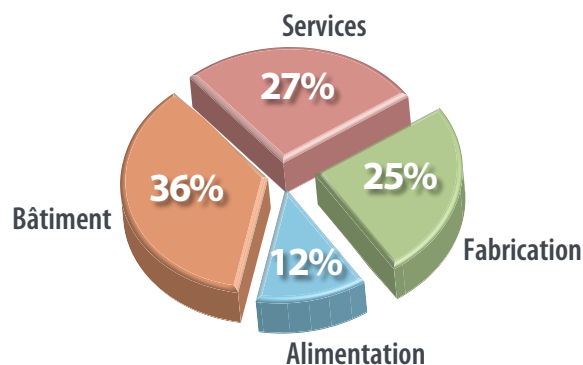
Les entreprises artisanales ligériennes comptent 26 660 salariés (apprentis et gérants salariés compris), soit 10,5% des effectifs artisanaux régionaux (-1 point par rapport à 2011). L'effectif moyen par entreprise a légèrement baissé en 2012, passant d'une moyenne de 2,3 salariés par entreprise artisanale en 2011 à une moyenne de 2 salariés.

Le secteur du bâtiment est le principal secteur pourvoyeur d'emplois dans l'artisanat ligérien (36% des emplois), suivi des services (25%) et de la fabrication (27%).

Sur les 4 trimestres de l'année 2012, l'emploi artisanal a légèrement progressé : +2% entre le 1^{er} et le 2^e trimestre, +,07% entre le 2^e au 3^e trimestre, et +1,6% entre le 3^e et 4^e trimestre.

Concernant l'apprentissage, la campagne* 2012 a été marquée par une diminution du nombre de nouveaux contrats signés (1 674) par rapport à la campagne précédente (1 900).

Répartition de l'effectif salarié par secteur d'activité (en %)



Source : URSSAF traitement CMA Loire

3.4. Arrondissements ligériens : un recul de l'emploi observable dans tous les arrondissements

Rappel sur les arrondissements ligériens

La Loire compte 3 arrondissements :

L'arrondissement de **Roanne**, composé de 115 communes et de 11 cantons, compte 157 319 habitants.

L'arrondissement de **Montbrison**, composé de 138 communes et de 10 cantons, compte 181 427 habitants.

L'arrondissement de **Saint-Etienne**, composé de 74 communes et de 19 cantons, compte 410 201 habitants.

Source : Insee population légale 2010 au 1er janvier 2012, population municipale

3.4.1. Tendances générales : recul de l'emploi industriel dans les arrondissements de Roanne et Saint-Etienne, chute de l'emploi dans la construction pour celui de Montbrison

Le recul de l'emploi observé en 2012 au niveau national (-0,5%), régional (-0,1%), et départemental (-0,9%), ne fait pas exception dans les arrondissements ligériens.

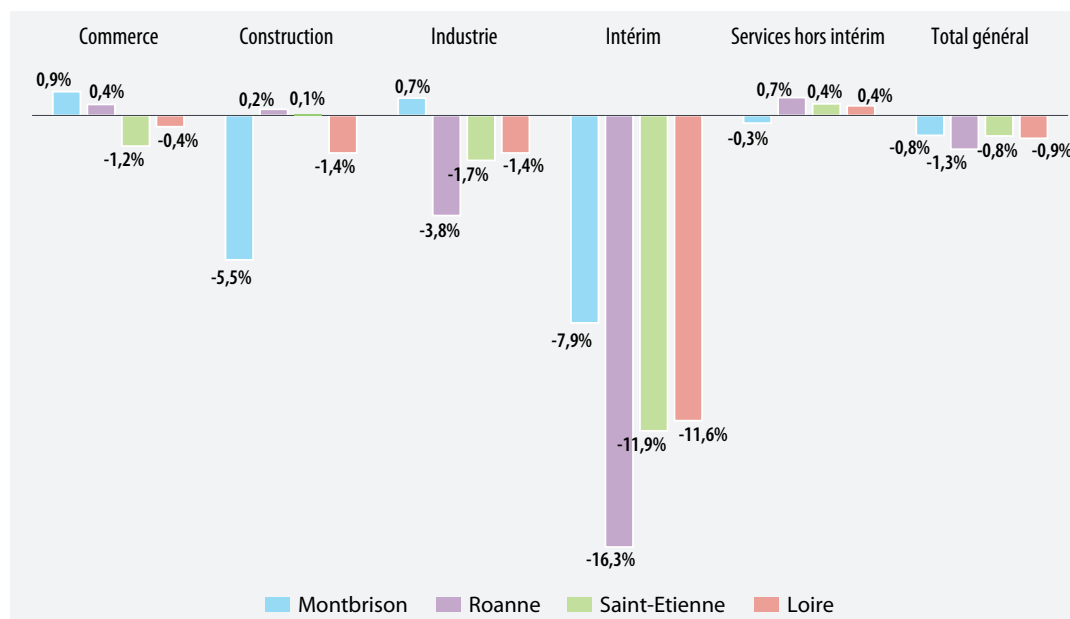
Ainsi, l'arrondissement de Roanne observe un recul de l'emploi de 1,3%, soit une perte de 470 emplois, alors qu'il enregistrait en 2011 la plus forte hausse d'effectifs salariés (+1,9%). Fin 2012, l'arrondissement de Roanne compte 35 990 salariés, soit 18,8% de l'emploi ligérien.

De même, l'arrondissement de Montbrison qui connaissait une hausse des effectifs salariés privés en 2011 de l'ordre de 1,4%, enregistre une baisse de ces effectifs de 0,8% en 2012, soit une perte de 320 emplois. Fin 2012, l'arrondissement de Montbrison compte 41 700 salariés, soit 21,8% de l'emploi ligérien.

En 2011, les effectifs de l'arrondissement de Saint-Etienne stagnaient. En 2012, 890 emplois sont supprimés, soit une diminution des effectifs salariés privés de 0,8%. Fin 2012, l'arrondissement de Saint-Etienne compte 113 840 salariés, soit 59,4% de l'emploi ligérien.

* La campagne d'apprentissage 2012 est réalisée de juin 2011 à mai 2012.

Dynamique de l'emploi salarié selon les arrondissements ligériens entre 2011 et 2012



Source : URSSAF, traitement ELO

Le recul de l'emploi observé de manière globale dans les trois arrondissements est néanmoins déterminé par des facteurs différents, reflétant des spécificités territoriales.

Ainsi, le recul de l'emploi dans l'arrondissement de Montbrison s'explique essentiellement par une chute importante de l'emploi dans le secteur de la construction de l'ordre de 5,5%, soit un total de 260 emplois en moins par rapport à 2011. Les pertes enregistrées dans ce secteur représentent 56,0% des pertes totales de l'arrondissement. Entraîné par le recul de l'emploi dans la construction, l'intérim connaît des suppressions d'emplois en 2012 de l'ordre de 7,9%, soit 170 emplois en moins.

Premier secteur pourvoyeur d'emplois du territoire avec 15 150 salariés (soit 36,3% de l'emploi du territoire), l'industrie de Montbrison a su, quant à elle, préserver ses salariés en 2012 face à une diminution des chiffres d'affaires de ce secteur. L'industrie de Montbrison compte ainsi 100 emplois de plus qu'en 2011, soit une hausse de 0,7%. De la même manière, les services (hors intérim), second secteur en termes d'effectifs (31,6% de l'emploi de l'arrondissement, soit un total de 13 170 salariés), enregistrent des suppressions de postes de l'ordre de 0,3%, soit 40 emplois en moins. Enfin, le secteur du commerce, qui représente 15,0% des emplois de l'arrondissement (soit un total de 6 260 emplois), voit ses effectifs augmenter de 0,9%, soit 60 emplois de plus qu'en 2011.

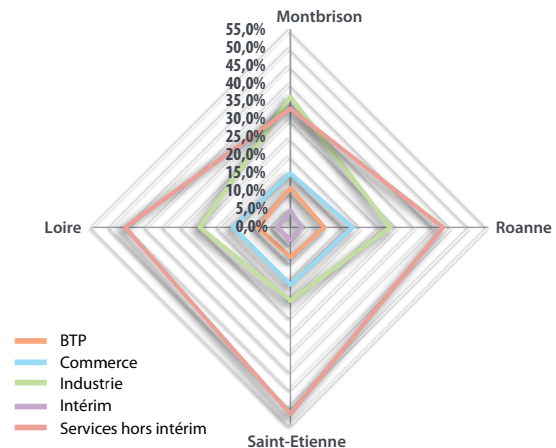
Le recul de l'emploi dans l'arrondissement de Roanne est, quant à lui, la résultante d'une diminution des activités industrielles. Second secteur pourvoyeur d'emplois avec un total de 10 000 salariés (27,8% des emplois de l'arrondissement), le secteur industriel perd 3,8% de ses effectifs en 2012, soit 390 emplois en moins. Variable d'ajustement importante de l'activité industrielle, l'intérim connaît ainsi des pertes d'emplois en 2012 de l'ordre de 16,3%, soit une perte de 210 emplois.

L'importante chute de l'emploi intérimaire peut s'expliquer également par la stagnation de l'emploi dans le secteur de la construction, grand consommateur d'emplois en intérim, alors que les chiffres d'affaires de ce secteur ont significativement ralenti en 2012.

Le commerce, quant à lui, a su préserver ses emplois (+0,4%, soit 30 emplois de plus qu'en 2011) et les services (hors intérim) voient leurs effectifs augmenter de 0,7%, soit 100 emplois de plus qu'en 2011. Premier secteur pourvoyeur d'emplois de l'arrondissement (42,5%), les services roannais recensent, fin 2012, 15 290 salariés.

Le recul de l'emploi dans l'arrondissement de Saint-Etienne est également le fait d'un ralentissement des activités industrielles, mais aussi du recul de l'emploi dans le commerce, ces secteurs représentant à eux deux 36,3% des effectifs salariés du territoire (18 140 emplois dans le commerce et 23 200 emplois dans l'industrie). Troisième pourvoyeur d'emplois de l'arrondissement (15,9% des emplois), le commerce voit ses effectifs salariés diminuer de 1,2% en 2012, soit 210 emplois de moins qu'en 2011. Second pourvoyeur d'emplois de l'arrondissement (20,4% des emplois), l'industrie enregistre des suppressions de postes de l'ordre de 1,7%, soit 400 emplois industriels perdus en 2012. Entraînés par la dégradation des activités industrielles, les effectifs de l'intérim régressent en 2012 de l'ordre de 11,9%, soit 540 emplois en moins par rapport à 2011. L'important déclin de l'emploi intérimaire peut s'expliquer également par la stagnation des activités dans le secteur de la construction, grand consommateur lui aussi d'emplois en intérim, alors que les chiffres d'affaires de ce secteur ont significativement ralenti en 2012.

Structure du tissu économique au sein des arrondissements de la Loire en 2011



Source : URSSAF, traitement ELO

C'est donc uniquement dans le secteur des services que l'emploi stéphanois est dynamique, avec une hausse de 0,4% de ses effectifs salariés. Premier pourvoyeur d'emplois de l'arrondissement avec 88 170 salariés (46,0% des emplois du territoire), les services ont gagné, en 2012, 260 emplois.

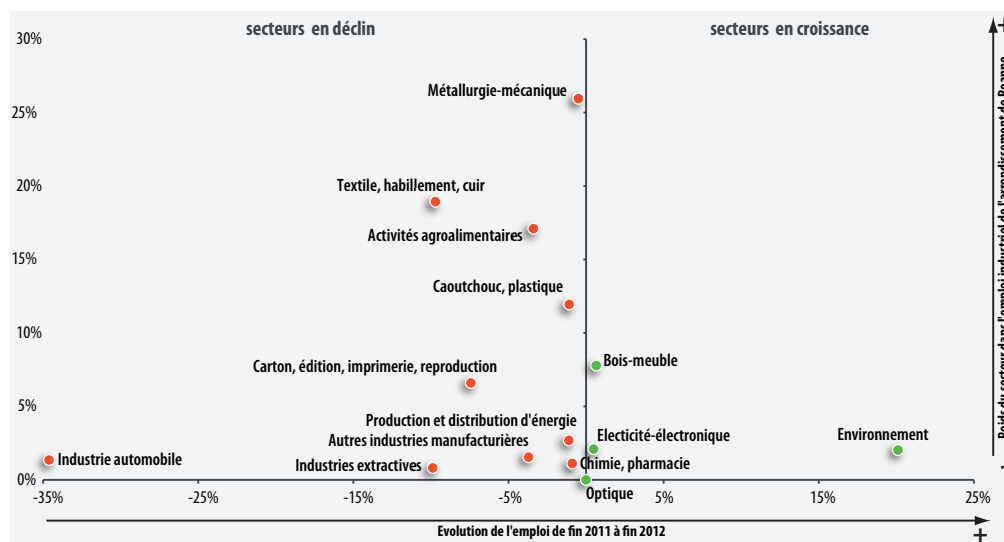
3.4.2. Industrie et services (hors intérim) dans l'arrondissement de Roanne : les pertes d'emplois industrielles tirées par le recul de l'activité textile-cuir-habillement, ne sont pas compensées par la hausse des emplois dans les services

Depuis plusieurs années, l'activité dans l'arrondissement de Roanne était inscrite dans une tendance positive, et permettait au territoire d'afficher des hausses d'effectifs salariés privés. Cette situation n'est plus visible en 2012, l'arrondissement perd en effet 1,3% de ses effectifs salariés par rapport à 2011.

Ce sont les pertes d'emplois industriels qui expliquent ce recul, et notamment dans les activités de l'industrie automobile (-34,6%) et du textile-habillement-cuir (-9,7%). Second pourvoyeur d'emplois de l'industrie roannaise avec 1 890 salariés et 18,9% des emplois de l'industrie roannaise, le secteur du textile-habillement-cuir, qui enregistrait déjà en 2011 un recul de ses emplois, voit ses effectifs diminuer de 200 salariés en 2012. L'industrie automobile, qui compte 80 salariés et représente 1,4% des emplois de l'industrie roannaise, connaît une baisse de 70 salariés. D'une manière générale, les secteurs les plus importants de l'industrie roannaise, à savoir la métallurgie-mécanique (26,0% des emplois de l'industrie roannaise), l'agroalimentaire (17,1%), et le caoutchouc-plastique (12,0%), ont connu un faible recul de leurs effectifs, et donc contribuent relativement peu au recul de l'emploi industriel roannais.

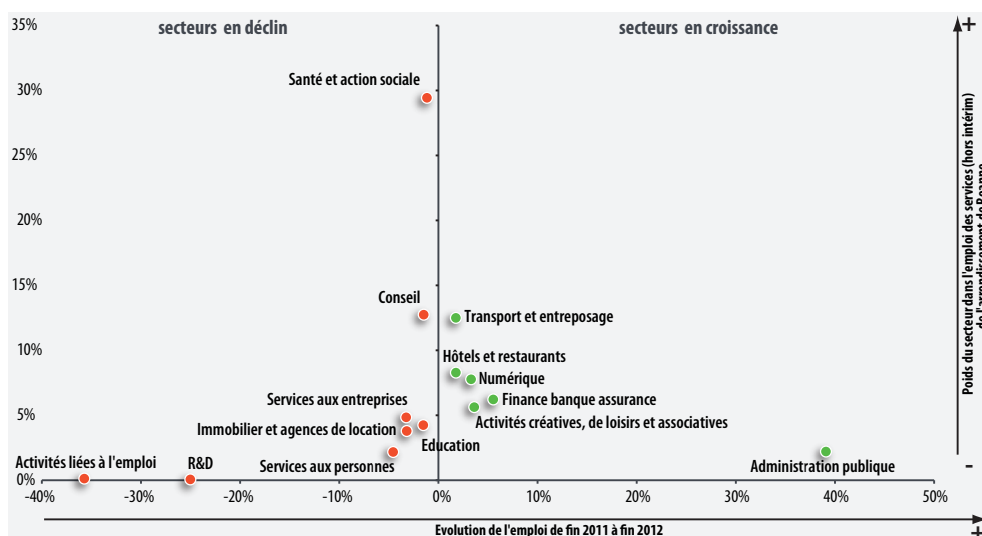
Quelques activités industrielles connaissent néanmoins un certain dynamisme en 2012. Ainsi, l'activité électricité-électronique, qui enregistrait une baisse de ses effectifs en 2011, les voit augmenter en 2012. Les activités bois-meuble (+0,6%) et environnement (+20,1%), continuent leur progression en 2012.

Structure et évolution de l'emploi salarié privé industriel dans l'arrondissement de Roanne



Source : URSSAF, traitement ELO

Structure et évolution de l'emploi salarié privé de services dans l'arrondissement de Roanne



Source : URSSAF, traitement ELO

Tirés par une progression de 39,1% des emplois dans l'administration publique (soit un gain de 100 emplois), les services roannais (hors intérim) connaissent en 2012 une progression de 0,7%. Pourtant, les emplois de l'administration publique roannaise avaient reculé de 31,4% en 2011. L'activité banque-finance-assurance contribue fortement à la hausse des emplois des services dans l'arrondissement, réalisant un bond de 5,5%, soit une hausse de 50 emplois. L'activité numérique (+3,3%) gagnent 40 emplois, les activités créatives-loisirs-associatives (+3,6%) et le transport-entreposage (+1,8%) gagnent chacun 30 emplois, et les activités de restauration-hôtellerie (+1,8%) 20 emplois.

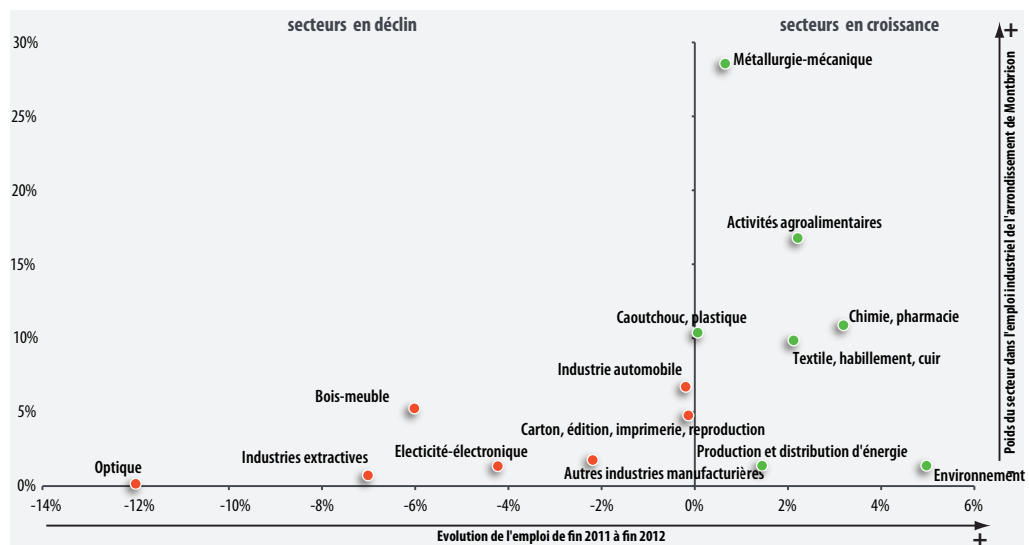
Ce dynamisme est à relativiser car certaines activités enregistrent un recul de l'emploi en 2012. Ainsi, la santé-action sociale, premier pourvoyeur d'emplois de services dans l'arrondissement, voit ses effectifs reculer de 1,2%, soit une perte de 50 emplois. Les activités de conseil, second pourvoyeur d'emplois de services, diminuent de 1,5%, 30 emplois supprimés.

3.4.3. Industrie et services (hors intérim) dans l'arrondissement de Montbrison : un schéma atypique de hausse de l'emploi industriel, portée par les activités agroalimentaires, et de recul de l'emploi dans les services

L'emploi de Montbrison enregistre, en 2012, une baisse de l'ordre de 0,8%, soit une perte de 320 emplois. Contrairement à la tendance générale de désindustrialisation de l'économie observée ces dernières années, le recul de l'emploi dans l'arrondissement de Montbrison n'est pas le fait de pertes d'emplois industriels, mais de pertes d'emplois dans les services.

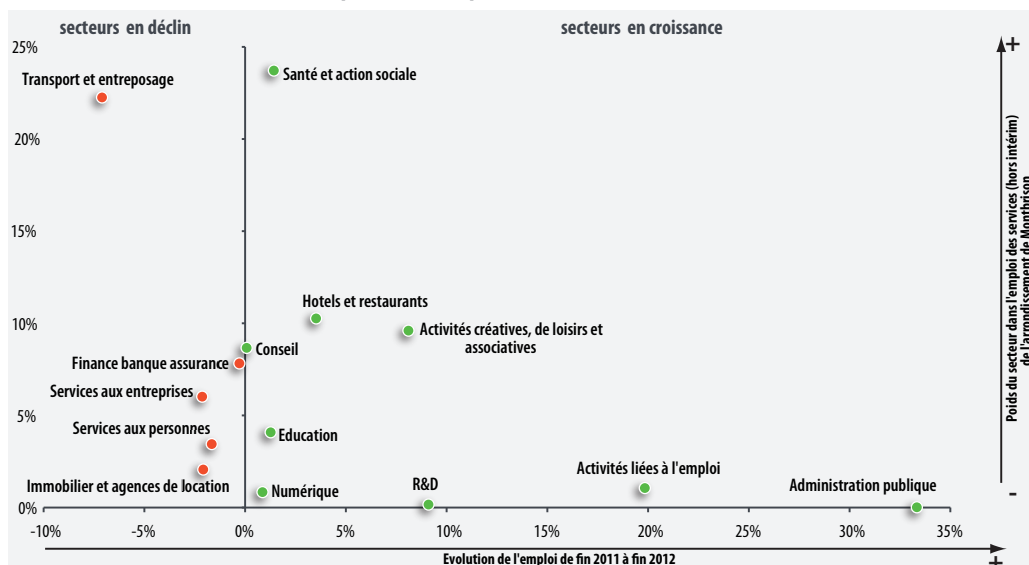
En effet, le secteur industriel de Montbrison, déjà dynamique en 2011, voit ses effectifs salariés augmenter de 0,7% en 2012, soit un gain de 100 emplois. Ce sont les activités agroalimentaires, second pourvoyeur d'emploi de l'industrie (16,8% des emplois du secteur) qui marquent le plus cette hausse. Poursuivant la tendance observée en 2011, ces effectifs augmentent de 2,2% en 2012, soit un gain de 60 emplois. Les activités de chimie-pharmacie, qui comptent 1 650 emplois et 10,9% des effectifs du secteur, connaissent une hausse des emplois de l'ordre de 3,2%, soit un gain de 50 emplois. Ces activités avaient connu en 2011 de fortes hausses (29,5%). Les activités de l'habillement-textile-cuir (+2,1%), de production-distribution d'énergie (+1,4%), de métallurgie-mécanique (+0,7%), et celles liées à l'environnement (+5,0%), enregistrent des hausses d'effectifs en 2012.

Structure et évolution de l'emploi salarié privé industriel dans l'arrondissement de Montbrison



Source : URSSAF, traitement ELO

Structure et évolution de l'emploi salarié privé de services dans l'arrondissement de Montbrison



Source : URSSAF, traitement ELO

Les pertes d'emplois de l'activité bois-meuble (-6,0%), des industries extractives (-7,0%), ou encore de l'électricité-électronique (-4,2%) viennent contre balancer les dynamiques positives des autres activités.

A contrario, les effectifs des services reculent en 2012, tirés par une diminution de l'ordre de 7,1% de l'emploi du transport-entrepasage, soit 230 emplois en moins. Cette baisse est d'autant plus importante que le transport-entrepasage représente 22,2% des activités de services de l'arrondissement, soit un total de 3 060 emplois. Les pertes observées dans les activités de services aux entreprises (-20 emplois) et de services aux personnes (-10 emplois) contribuent légèrement au recul de l'emploi des services de l'arrondissement de Montbrison.

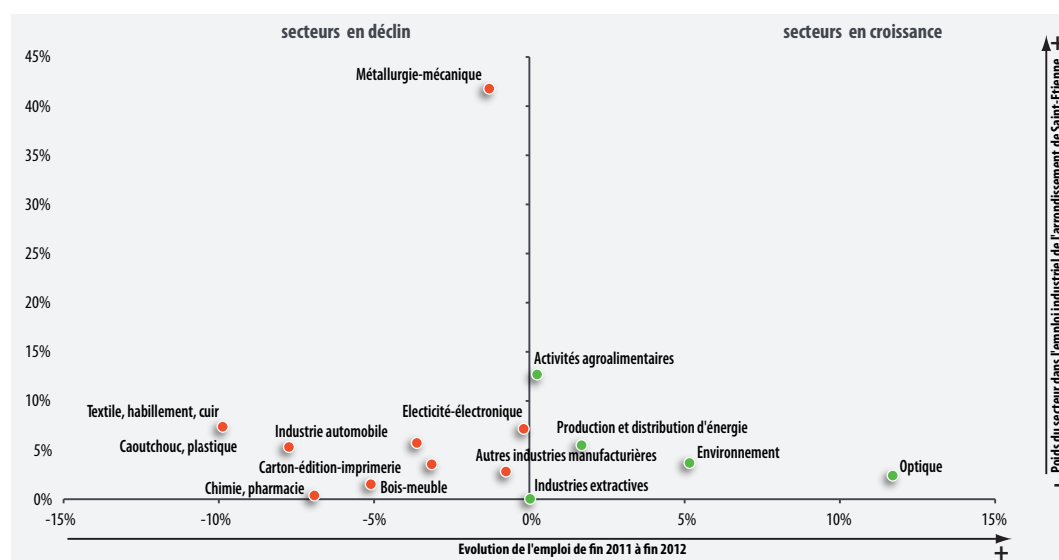
Les augmentations d'emploi observées dans les activités créatives-loisirs-associatives (+100 emplois), dans l'hôtellerie-restauration (+50 emplois), ou encore dans la santé-action sociale, premier pourvoyeur d'emplois de services de l'arrondissement (+50 emplois), ne suffisent pas à contre balancer la tendance.

3.4.4. Industrie et services (hors intérim) dans l'arrondissement de Saint-Etienne : les pertes d'emploi des activités de textile-cuir-habillement font reculer l'emploi industriel

L'arrondissement de Saint-Etienne compte, en 2012, 113 840 emplois, soit 59,4% de l'emploi ligérien, dont 51,9% d'emplois des services (59 120) et 20,4% d'emplois industriels (23 200). Comme observés dans l'arrondissement de Roanne, les emplois industriels connaissent une diminution en 2012 de 1,7%, alors que les emplois de services enregistrent une légère hausse d'effectifs (+0,4%).

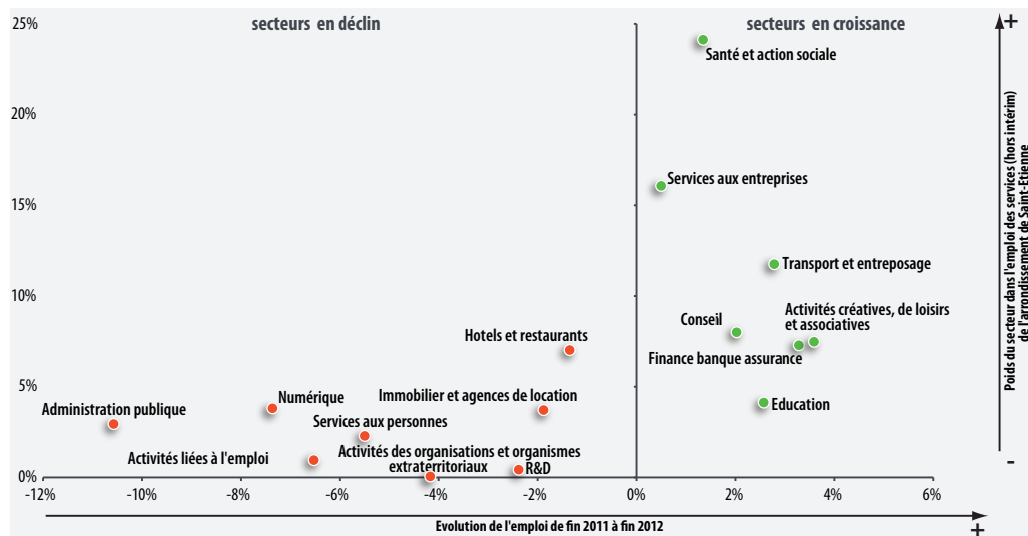
Déjà amorcée en 2011 (-1,0%), la régression de l'emploi industriel stéphanois en 2012 (perte de 400 emplois) est largement entraînée par la diminution des activités de textile-cuir-habillement. Troisième pourvoyeur d'emplois de l'industrie stéphanoise, les activités textile-cuir-habillement chutent de 9,9%, soit un recul de 190 emplois. Les pertes d'emploi dans les activités caoutchouc-plastiques contribuent également beaucoup à la baisse de l'emploi industriel. En 2012, les emplois de ces activités diminuent de 7,7%, soit une perte de 100 emplois. Activité industrielle principale de l'arrondissement, la métallurgie-mécanique voit ses effectifs diminuer de 1,3%, soit 130 postes en moins.

Structure et évolution de l'emploi salarié privé industriel dans l'arrondissement de Saint-Etienne



Source : URSSAF, traitement ELO

Structure et évolution de l'emploi salarié privé de services dans l'arrondissement de Saint-etienne



Source : URSSAF, traitement ELO

Les hausses d'effectifs dans les activités d'optique (+11,7%) et d'environnement (+5,1%), n'inversent pas la tendance.

Second pourvoyeur d'emplois de l'industrie stéphanoise (12,7% des emplois de l'industrie stéphanoise), l'agroalimentaire maintient ses effectifs en 2012, soit un total de 2 940 emplois en 2012.

Premier secteur d'activité de l'économie stéphanoise, les services ont su conserver et même augmenter leurs effectifs en 2012, portés par le dynamisme des activités de transport-entreposage, troisième pourvoyeur d'emplois des services stéphanois, qui compte 11,8% de l'emploi des services de ce territoire, et un total de 6 950 salariés. En 2012, le transport-entreposage voit ses effectifs augmenter de 2,8%, soit 190 emplois de plus. Pourtant, ce secteur contribue à la baisse de l'emploi des services sur Montbrison. Les activités de la santé-action sociale, principale activité des services stéphanois (24,1% de l'emploi des services), sont dynamiques. Ainsi, les emplois de la santé-action sociale augmentent de 1,3%, soit un gain de 190 emplois. La hausse des emplois en finance-banque-assurance (+140 emplois) et dans les activités créatives-loisirs-associatives (+150 emplois), contribuent aussi aux gains d'emplois.

En revanche, alors qu'elle affichait une augmentation de ses effectifs de 6,0% en 2011, l'administration publique connaît une diminution de ses effectifs de 10,6% (-210 emplois). Ce recul vient contre balancer les hausses observées dans ces activités sur Roanne et Montbrison. Les pertes d'emplois du numérique (-7,4%, soit une perte de 180 emplois) et des services aux personnes (-5,5%, soit une perte de 80 emplois), viennent également nuancer la hausse moyenne de l'emploi des services stéphanois en 2012.

4. Les tendances de l'économie ligérienne en 2013

4.1. Le climat des affaires dans la Loire en 2013

Le climat des affaires peut être vu à travers l'évolution du chiffre d'affaires, et la vision qu'ont les chefs d'entreprises de l'évolution pour 2013 de ce chiffre d'affaires.

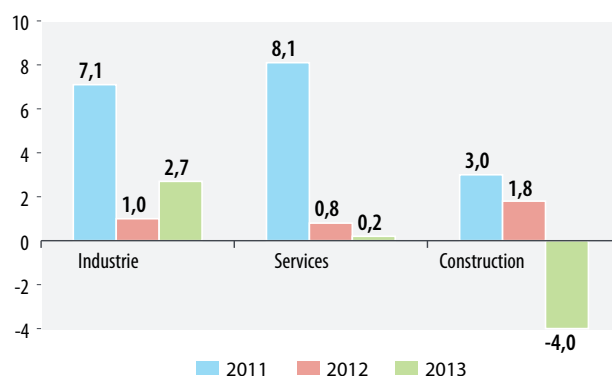
Pour 2013 dans la Loire, les chefs d'entreprises ont tendance à avoir une vision plutôt mitigée sur l'évolution de leur chiffre d'affaires. C'est surtout dans le secteur de la construction que les chefs

d'entreprises sont le plus pessimistes, et prévoient un recul de leur chiffre d'affaires de 4%. A contrario, les prévisions dans le secteur industriel ont plutôt tendance à être positives, les chefs d'entreprises industrielles ligériennes prévoient en effet une hausse de leur chiffre d'affaires de l'ordre de +2,7%

Pour autant, malgré une vision plutôt mitigée de l'évolution du chiffre d'affaires, un effort important d'investissement est réalisé. En mai 2013, 4,5 milliards d'euros de crédits à l'équipement ont été accordés dans la

Loire. Cet indicateur montre une implication des entreprises dans leurs activités, et leur volonté de surmonter la crise et les défaillances. Les crédits à l'équipement semblent être repartis à la hausse en 2013, après une chute presque continue depuis septembre 2011. Mais si le nombre de crédits diminue, la valeur totale des crédits octroyés augmente de manière continue depuis 2008.

Evolution attendue des chiffres d'affaires dans la Loire



Source et traitements : enquête Banque de France

4.2. Les créations d'entreprises dans la Loire en 2013

Les dernières données disponibles de la création d'entreprises (données provisoires de l'INSEE au premier semestre 2013) confirment le recul du nombre de créations constaté depuis 2011. Ainsi, par rapport au premier semestre 2012, on relève dans la Loire, -1,1% de créations et -3,3% en Rhône-Alpes.

L'ensemble des secteurs d'activité sont impactés par cette baisse en Rhône-Alpes, alors que dans la Loire, seul le secteur du commerce connaît une forte progression (+12,8%). Le secteur de l'industrie diminue de -15,1%, la construction de -0,6% et les services de -5% pour le département. En Rhône-Alpes, la diminution est moins marquée pour l'industrie (-7,2%) et les services (-3,7%), mais plus importante pour la construction (-3%). Pour le secteur du commerce, cette baisse est de -1,2%.

Concernant l'auto-entrepreneuriat, la situation est encore plus marquée. En effet, entre le premier semestre 2012 et le premier semestre 2013 le nombre d'auto-entrepreneurs dans la Loire a chuté de -16,6%. Là encore, seul le secteur du commerce progresse (+8%) alors que l'ensemble des autres secteurs d'activité diminuent (industrie -40,6% ; construction -39,6%, services -15,3%).

4.3. Les activités des entreprises ligériennes à l'international en 2013

Après trois années consécutives de renforcement de leur présence à l'international, à travers une hausse globale et conséquente de leurs transactions à l'import et à l'export, les entreprises ligériennes ont réduit leurs échanges externes pour ce premier semestre 2013.

La diminution de ces échanges commerciaux est ainsi caractérisée par le recul des importations pour la Loire (-7,4%) et, dans une mesure moindre, par celles de Rhône-Alpes (-2,6%). Cette tendance, relevée dès le début de l'année 2012, s'intensifie cette année dans la Loire (-7,6%) alors qu'elle s'estompe à l'échelle régionale au second trimestre (0,0%).

Les exportations ligériennes sont également en recul de -2,9% pour ce premier semestre, avec respectivement -4,5% pour le premier trimestre et -1,3% pour le second. A l'échelle régionale, la diminution des ventes à l'export est beaucoup plus marquée avec un retrait total de -5,9% sur les six premiers mois de l'année (respectivement -7,9% au premier trimestre et -4,0% au second).

Pour ce premier semestre, le montant des échanges dans la Loire demeure important (2^e montant depuis 2000) mais la tendance, locale comme régionale, est au resserrement des transactions internationales.

Il conviendra donc d'observer avec attention, dans un contexte économique morose et géopolitique complexe, les flux commerciaux externes générés par nos entreprises rhônalpines historiquement présentes à l'international.

Variations trimestrielles sur un an des exportations et importations de la Loire et de Rhône-Alpes (en %)



Source : Douanes 2013, traitement CCI Saint-Etienne / Montbrison.

4.4. Les besoins en main-d'œuvre pour 2013 dans la Loire

Les besoins en main-d'œuvre exprimés par les employeurs recensent les projets de recrutement pour l'année 2013*. Cette analyse permet de caractériser le département de la Loire par rapport à Rhône-Alpes et d'identifier les caractéristiques sectorielles de ces projets de recrutement ainsi que les spécificités des différents bassins d'emplois ligériens.

Note méthodologique :

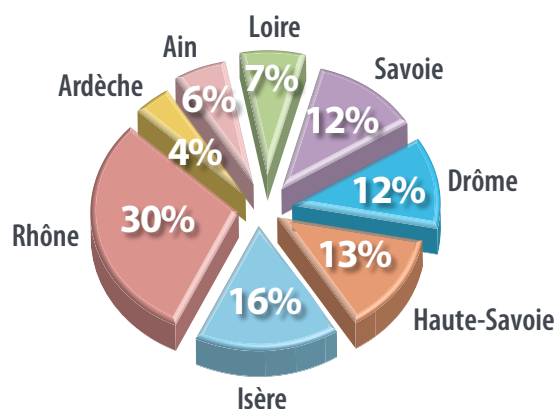
Les données traitées dans cette partie sont issues de l'enquête annuelle "Besoins en Main-d'Œuvre", conduite par Pôle emploi avec le concours du Crédoc (Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de Vie). Elle recense les projets de recrutement des établissements de France métropolitaine et des départements d'outre-mer. Au-delà des établissements relevant de l'assurance chômage, le champ de l'enquête a été étendu en 2010 pour inclure : les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours des 12 derniers mois, les établissements du secteur agricole, les établissements du secteur public relevant des collectivités locales et territoriales (communes, régions, ...), des établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles, ...), des officiers publics ou ministériels (notaires, ...).

* L'enquête BMO 2013 a été réalisée entre septembre et décembre 2012 dans les 22 régions métropolitaines et 5 départements d'outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion, Mayotte).

4.4.1. La Loire en Rhône-Alpes

En 2013, avec 14 143 projets de recrutement, la Loire représente 7,4% des 191 625 projets rhônalpins. Elle se situe loin derrière le Rhône (26,6 %), l'Isère (16,4%) ou la Drôme (11,8%). Les projets de recrutement se sont légèrement contractés en 2013 par rapport à 2012 en Rhône-Alpes (-430 projets), la Drôme et l'Ardèche ont connu une contraction plus marquée (respectivement -5,5% et -4,6%) alors que la Loire voit le nombre de ces projets de recrutement progressé très légèrement (+1,5%).

Projets de recrutement en Rhône-Alpes



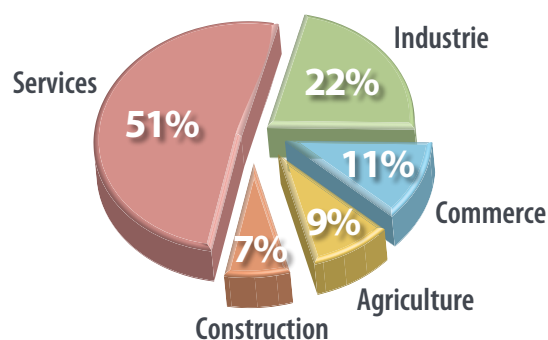
Source : Données Pôle Emploi, Enquête BMO 2013, traitements GATE

4.4.2. Les besoins en main-d'œuvre ligériens toujours surreprésentés dans les services

La répartition sectorielle montre le poids toujours important des services dans les besoins en main-d'œuvre du département. Le secteur des services représente 50% des projets ligériens, l'industrie 23%. La répartition sectorielle est sensiblement la même qu'en 2012.

Des évolutions plus marquées sont à noter quant à la répartition par familles de métiers.

Projets de recrutement : répartition sectorielle



Source : Données Pôle Emploi, Enquête BMO 2013, traitements GATE

Les besoins en main-d'œuvre du département de la Loire, répartition par familles professionnelles

Familles professionnelles	Projets de recrutement	Effectifs en % du nombre total de projets
Santé, action sociale, culturelle et sportive	2 589	18,3%
Services aux particuliers et aux collectivités	1 992	14,1%
Commerce	1 563	11,1%
Agriculture, marine, pêche	1 450	10,3%
Transports, logistique et tourisme	1 028	7,3%
Hôtellerie, restauration, alimentation	867	6,1%
Bâtiment, travaux publics	856	6,1%
Gestion, administration des entreprises	776	5,5%
Sous-total	11 121	78,6%
Autres familles professionnelles*	3 019	21,3%
Total	14 140	100%

Source : Données Pôle Emploi, Enquête BMO 2013, traitements GATE

* Les autres familles professionnelles sont : industries de process, banque et assurances, communication, information, art et spectacle, mécanique, travail des métaux, enseignement, formation, électricité, électronique, maintenance, matériaux souples, bois, industries graphiques, études et recherche, ingénieurs et cadres de l'industrie, artisanat, administration publique, professions juridiques, armée et police, politique, religion.

Alors que le secteur des services à la personne et aux particuliers représentait la part la plus importante en 2012 (16,7% des projets), en 2013, le secteur santé-action sociale, culturelle et sportive représente 18,3% des projets de recrutement. Dans ce secteur, les professionnels de l'animation socioculturelle et les aides-soignants sont parmi les métiers les plus recherchés, avec des difficultés de recrutement qui sont respectivement de 51,7% et 45,6%*.

A noter quelques projets de recrutement dans l'artisanat (43 projets), ce qui n'était pas le cas en 2012 et une légère progression du nombre de projets dans l'agriculture soit 10,3% des projets de recrutement contre 8,5% en 2012.

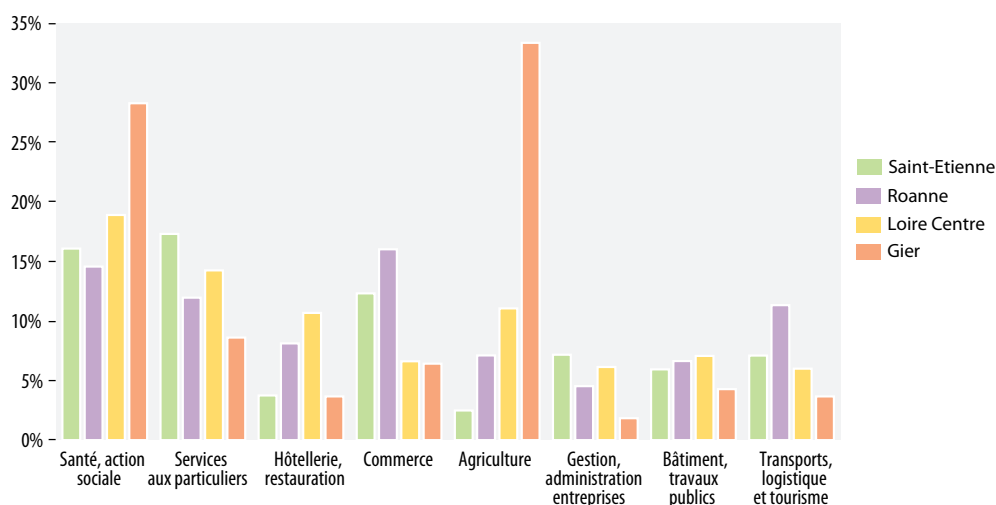
4.4.3. Besoins en main-d'œuvre : des disparités territoriales selon les bassins d'emplois

Les caractéristiques des besoins en main-d'œuvre exprimés au niveau du département se retrouvent partiellement au niveau des bassins d'emplois ligériens. Le secteur santé-action sociale est celui qui représente les projets de recrutement les plus nombreux en Loire-Centre avec 18,9 %, en progression par rapport à l'année précédente (13,9% des projets en 2012). Cette progression s'est faite au détriment du secteur transport, logistique et tourisme qui représente 6% des projets contre 9,3% en 2012. Dans la zone de Loire-Centre, la baisse continue pour les projets de recrutement dans le secteur agricole, observée depuis 2010, ne se confirme pas en 2013 (11,1% des projets).

Le secteur santé-action sociale représente également une part importante des projets dans le Gier (28,3%) où les besoins en éducateurs spécialisés sont les plus nombreux (27% des projets de recrutement de ce secteur). Mais comme en 2012, dans ce bassin d'emplois, c'est dans l'agriculture que les projets sont les plus nombreux (33,4% des projets). Ces projets de recrutement concernent essentiellement des viticulteurs (plus de 80% des projets de recrutement agricoles), c'est donc un besoin éminemment saisonnier.

Dans le bassin d'emplois de Saint-Etienne, le secteur des services aux particuliers compte le plus de projets, soit 17,3% du nombre total de projets. La différence notable par rapport à l'année précédente est la contraction des besoins de recrutement dans le secteur du BTP. Cette contraction s'est faite au profit du secteur santé-action sociale dont les projets passent de 11,3% en 2012 à 16,1% en 2013. Dans ce secteur, comme au niveau départemental, les besoins de professionnels de l'animation socioculturelle sont les plus nombreux pour le bassin stéphanois.

Besoins en main-d'œuvre par bassins d'emplois dans la Loire



Source : Données Pôle Emploi, Enquête BMO 2013, traitements GATE

* Ces chiffres signifient que 51,7% et 45,6% des employeurs exprimant des besoins sur ces métiers, estiment rencontrer des difficultés de recrutement.

L'Agence du Développement Economique de la Loire, la CCIT de Saint-Etienne/Montbrison, la CMA Loire, Emplois Loire Observatoire, epures l'agence d'urbanisme de la région stéphanoise, et le GATE Lyon Saint-Etienne, remercient l'URSSAF pour son expertise et son implication importante dans la réalisation de cette étude de conjoncture et pour les remarques pertinentes apportées à l'analyse des données. Sa participation a permis à l'ensemble des partenaires de disposer de bases de données fiables et actualisées.

L'ensemble des partenaires de l'étude remercient également la Banque de France pour la mise à disposition de ses données de conjoncture à l'échelle de la Loire.

**Agence
du Développement Economique de la Loire**

20 rue Balay
42 000 Saint-Etienne
tél : 04 77 49 25 50
fax : 04 77 49 25 79
e-mail : agence@adel42.com
web : www.adel42.com

**Chambre de Commerce et d'Industrie
de Saint-Etienne / Montbrison**

57 Cours Fauriel
42024 Saint-Etienne cedex 2
tél : 04 77 43 04 00
fax : 04 77 43 04 01
e-mail : cci@saint-etienne.cci.fr
web : www.saint-etienne.cci.fr

Chambre de Métiers et de l'Artisanat de la Loire

Rue de l'Artisanat - BP 724
42 951 Saint-Etienne Cedex 9
tél : 04 77 92 38 00
fax : 04 77 92 38 17
e-mail : contact@cma-loire.fr
web : www.cma-loire.fr

Emplois Loire Observatoire - ELO

46 rue de la télématique - BP 10701
42 950 Saint-Etienne cedex 1
tél : 04 77 92 83 70
fax : 04 77 92 68 62
e-mail : elo@elobs.com
web : www.elobs.com

epures

46 rue de la télématique - BP 40 801
42 952 Saint-Etienne cedex 9
tél : 04 77 92 84 00
fax : 04 77 92 84 09
e-mail : epures@epures.com
web : www.epures.com

UMR CNRS GATE Lyon Saint-Etienne

6, Rue Basse des Rives
42023 Saint-Etienne Cedex 02
tél : 04 77 42 19 60
fax : 04 77 42 19 50
web : http://portail.univ-st-etienne.fr/LABCRST/0/fiche__laboratoire